



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 213
JEUDI 17 JANVIER 1974

Décomposition de l'alliance socialistes-révisionnistes

C'est au cours de l'été 1972 que fut signé l'accord entre le Parti socialiste et le P.C.F. pour un « Programme commun de gouvernement ». Le pacte fut signé pour cinq ans, mais dès le lendemain des élections législatives de mars 1973, commençait la rapide décomposition du Programme commun. Comme on devait s'y attendre, et comme nous l'avions prévu, les vieux « renards » socialistes le déchiraient par morceaux. Moins d'un mois après les élections, Marchais, affolé, s'écria :

« Certains de nos partenaires envisageraient de débaptiser le Programme commun de gouvernement et l'appelleraient programme commun de lutte. Il nous faut leur rappeler qu'il s'agit bien d'un programme commun de gouvernement, c'est-à-dire d'un programme dont la réalisation implique la présence au gouvernement des communistes, avec la place qui leur revient. Et cela n'est pas un engagement commun valable seulement le temps d'une élection. » (26 mai 1973.)

Depuis lors, le P.S., qui a passé alliance avec le P.C.F. uniquement pour lui piper ses voix, a modifié unilatéralement ses positions sur l'essentiel du « Programme », notamment sur :

- Le chapitre concernant les colonies françaises, appelées suivant les termes bourgeois : « Territoires et départements d'outre-mer. »
- Le chapitre consacré à l'Europe.
- Le chapitre concernant la « défense nationale ».

Enfin, François Mitterrand vient de déclarer qu'il fallait revoir le « Programme » en fonction de la crise actuelle du capitalisme : on ne pouvait mieux avouer que ce programme n'est qu'un programme de gestion du capitalisme monopoliste d'Etat.

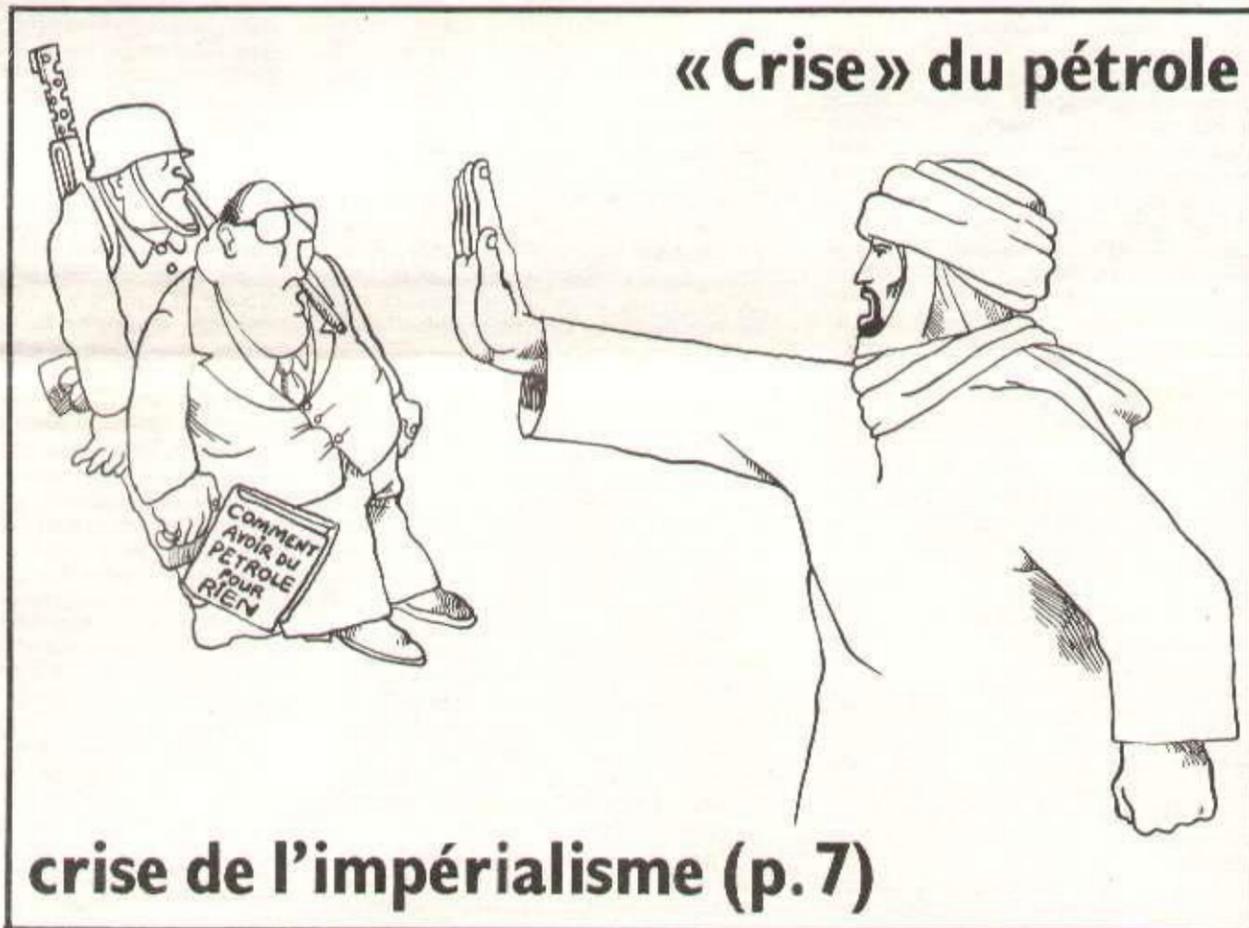
Devant cette déconfiture bien prévisible, le parti de Georges Marchais s'enfonçait dans une crise insurmontable. Malgré ce que déclarait son secrétaire général voici quelques semaines (« Le Programme commun est toujours valable »), voilà qu'il a dû accepter une révision prochaine du pacte d'union.

Ainsi, les dirigeants révisionnistes iront-ils, toute honte bue, toujours plus bas mendier l'alliance avec Mitterrand, qui ne se gêne pas pour faire savoir dans les rangs des politiciens, qu'il n'est pas « un opposant systématique ». Il faut vraiment que Marchais et compagnie aient besoin de faire les yeux doux à la bourgeoisie régnante pour s'accrocher ainsi au Parti socialiste qui n'a nullement changé comme ils le prétendaient. Ce Parti c'est celui des assassins de communistes en 1940, celui des agents de la C.I.A. en 1947, celui de Jules Moch, de Mitterrand l'assassin de patriotes algériens et du communiste Yveton, de Guy Mollet qui installa de Gaulle après avoir eu lui aussi sa place dans la répression du peuple algérien, etc.

Cependant, nous ne nous plaignons pas des déconvenues des dirigeants révisionnistes. Chacun de leurs échecs les démasque un peu plus. Chacun de leurs infamies démontre au prolétariat et aux masses populaires de notre pays qu'ils n'ont absolument rien à voir avec Marx et Lénine, sans parler de Staline qu'ils ont renié ouvertement.

Pourtant aujourd'hui il ne suffit plus de s'en tenir à démasquer leur trahison et leur ligne de collaboration de classe. Il faut aller plus loin et discerner leurs objectifs réels qui ne se limitent pas au sauvetage du système capitaliste.

En effet, si l'on se penche sur la portée des propositions révisionnistes de Georges Marchais, on s'apercevra bien vite qu'elles sont toutes conformes aux visées européennes des révisionnistes soviétiques devenus sociaux-impérialistes, comme l'ont montré par exemple l'agression contre la Tchécoslovaquie en août 1968 ou leur active participation au démembrement du Pakistan. Devant cette superpuissance impérialiste qui rivalise avec les Etats-Unis pour étendre son empire sur le



crise de l'impérialisme (p. 7)

monde entier, les dirigeants du P.C.F. travaillent intensément à mystifier le peuple de notre pays. Ils lui cachent délibérément que les flottes américaines et soviétiques qui croisent en Méditerranée transforment cette mer où ils n'ont rien à faire en une poudrière, que l'U.R.S.S. est devenue la plus puissante force militaire agressive en Europe, que l'U.R.S.S. prend actuellement l'Europe de l'ouest en tenailles, et bien d'autres faits qui montrent non seulement que la détente est un leurre, mais aussi que le contrôle de l'Europe est l'enjeu principal de la lutte entre Américains et Soviétiques.

Pour atteindre leur objectif qui est, de fait, la mise en tutelle de l'Europe de l'ouest, les dirigeants du Parti révisionniste français sont prêts à tout, sauf évidemment à encourager le développement du mouvement REVOLUTIONNAIRE du prolétariat et des masses populaires. Cela ressort nettement du rapport de Leroy devant le C.C. du P.C.F. des 3 et 4 décembre, ainsi que des commentaires qui l'ont suivi dans la presse révisionniste.

La nouvelle tactique du P.C.F. consiste en effet à ne pas reculer devant des actions qualifiées hier encore de gauchistes pourvu qu'elles ne prennent pas un contenu révolutionnaire, mais qu'elles possèdent des objectifs révisionnistes, comme l'a montré, par exemple, l'occupation de l'ambassade du Chili par des militants de la Jeunesse communiste.

Tout cela traduit en réalité l'impasse dans laquelle ont abouti ceux qui ont abandonné le marxisme-léninisme dans notre pays. En voulant faire oublier la révolution prolétarienne au prolétariat et aux masses travailleuses au nom de la « voix pacifique » au socialisme, en faisant les yeux doux à la bourgeoisie au pouvoir, ils

n'ont réussi qu'à s'isoler. Pour rompre cet isolement, ils mendient l'alliance avec Mitterrand et Fabre. Ils s'associent de plus en plus à ces anticommunistes acharnés que sont les trotskistes. Pour surmonter leur crise, ils acceptent que l'ultra révisionniste P. Daix remettent publiquement en question Lénine lui-même.

Pourtant, toutes ces trahisons du marxisme-léninisme ne les sauveront pas. La crise qu'ils traversent est insurmontable. Nous pouvons être persuadés que le plus grand nombre des adhérents du P.C.F. sont bons et désirent réellement parvenir au renversement du capitalisme monopoliste d'Etat. Pour cette raison, ils rejettent tôt ou tard la ligne bourgeoise de leurs dirigeants et rejoindront le camp du prolétariat, celui de la révolution prolétarienne.

Quant à la poignée de dirigeants irréductiblement révisionnistes, ils iront nécessairement de division en division, c'est là une loi du développement du révisionnisme.

Tout cela doit encourager les marxistes-léninistes à redoubler d'efforts. Tout d'abord pour démontrer le caractère contre-révolutionnaire de la ligne du groupe de Georges Marchais, notamment à travers son alliance électorale sans principe avec Mitterrand, sa thèse sur le « passage pacifique », et ses propos mensongers sur la « détente » internationale. Mais aussi tout révolutionnaire prolétarien, tout ouvrier avancé doit élever sa vigilance et celle du peuple sur le lien qui unit les dirigeants du P.C.F. à la clique Brejnev. Eclairer notre peuple sur la nature fasciste du régime des révisionnistes soviétiques, ainsi que sur leurs prétentions impérialistes, c'est une tâche politique d'une très haute importance pour pouvoir mener à bien la révolution prolétarienne dans notre pays.

La faillite du "Programme Commun"

Rien ne va plus du côté du « programme commun ». Les profondes transformations survenues ces derniers temps dans la situation internationale ont eu d'ores et déjà pour conséquence d'aiguiser les contradictions entre le P-C-F et les socialistes et de rendre le « programme com-

mun » inapplicable. De part et d'autre, on parle de la nécessité de le revoir pour « l'approfondir et l'actualiser ». Les dirigeants du P-C-F, en très mauvaise posture, cherchent à cacher la réalité en affirmant à longueur de colonne que le « programme commun » reste « valable ».

Désaccords sur l'essentiel

Loin de porter sur des détails comme chercheraient à le faire croire les dirigeants du P-C-F les divergences qu'ils ont avec les socialistes touchent aux questions essentielles et tout particulièrement la question de l'Europe.

Dans la situation actuelle, caractérisée en particulier par le renforcement de la lutte des deux superpuissances pour l'hégémonie, la ques-

tion de l'Europe est centrale. Quelle attitude adopter vis-à-vis des superpuissances ? Cette question est déterminante et se trouve posée par le développement de la situation internationale de façon de plus en plus pressante. Or, les positions du P-C-F et du PS sur l'Europe sont rigoureusement contradictoires comme l'a démontré le congrès du PS tenu à Bagnolet au mois de décembre dernier.

A propos des superpuissances

La résolution du congrès du PS commence ainsi :

« Les deux superpuissances, Etats-Unis d'Amérique et Russie, qui ont grandi à mesure que déclinait l'Occident, exercent désormais la maîtrise des affaires du monde (...). Les Etats-Unis et l'Union soviétique ne se bornent plus à assurer leur coexistence pacifique, mais conjuguent de plus en plus étroitement leur politique internationale. Tout se passe comme s'il existait une sorte de gouvernement mondial dont les décisions, bonnes ou mauvaises, s'imposent.

Disons d'abord que c'est là un langage nouveau de la part du Parti Socialiste. Il reflète l'évolution de la situation internationale. Il est la réplique exacte des propos tenus à plusieurs reprises par Jobert.

Les dirigeants socialistes aspirent à prendre la relève. Pour cela, il leur faut une politique conforme aux intérêts de l'impérialisme français. Or, dans le monde actuel ces intérêts sont dangereusement menacés par la double hégémonie mondiale. Les deux superpuissances luttent entre elles pour chercher à soumettre l'Europe (dont la France bien entendu).

Et ce n'est pas un langage fait pour plaire aux dirigeants du P-C-F. Rappelons qu'à l'issue de leur rencontre, Marchais et Brejnev ont « dénoncé la thèse selon laquelle deux « superpuissances » établiraient leur condominium sur le monde comme une thèse absolument contraire à la réalité et dirigée contre le progrès de la détente et de la coopération internationale. »

Il est évident que ce jugement, qui s'adressait au gouvernement français s'adresse également au P.S.

Cette analyse du PS est d'autant plus révélatrice de la profondeur des contradictions au sein du « programme commun » qu'elle est intervenue alors que le P-C-F menait une in-

tense campagne contre la dénonciation de la double hégémonie mondiale. Il n'a donc pas craint les « foudres » du P-C-F. Celui-ci a d'ailleurs tout fait pour dissimuler la gravité et l'approfondissement des divergences. C'est ainsi que contre toute évidence, on peut lire dans « France Nouvelle » du 2-1-74 :

« ...le récent congrès socialiste... va dans le sens d'une convergence de solutions proposées quant aux exigences les plus fondamentales. »

C'est ce qu'on appelle vouloir « faire prendre les vessies pour des lanternes ». Loin de marquer un rapprochement des positions socialistes avec celles des révisionnistes, le Congrès de Bagnolet a marqué un rapprochement des positions socialistes avec celles du gouvernement.

Mais ce n'est pas tout. La motion du PS déclare ensuite : « La capacité d'expansion de l'URSS doit être considérée avec la plus grande attention par les pays de la C.E.E. » Ce qui en clair veut dire que les pays européens sont menacés par l'URSS. Il est évident que là encore il y a contradiction complète avec les révisionnistes.

Ces jugements sur la double hégémonie mondiale et la menace social-impérialiste sont en opposition avec la propagande révisionniste sur la « détente ». Alors que les derniers cherchent ainsi à désarmer la vigilance de notre peuple face au social-impérialisme les socialistes mettent en garde contre lui.

Pour les socialistes, l'unité européenne doit se faire en particulier contre la menace social-impérialiste.

Tels sont donc les objectifs que le PS fixe à l'Europe. Nous allons examiner les moyens qu'il préconise pour les atteindre. Et il est clair que là aussi il ne peut y avoir que conflit entre le PS et le P-C-F.

des intérêts nationaux... » (« France Nouvelle », 2 janvier).

« ...le sommet s'est orienté vers l'unification politique, dans une direction qui s'apparente aux vœux de Pompidou, en reprenant l'idée de « réunions présidentielles » fréquentes. On institutionnalise en quelque sorte le principe d'un marchandage permanent. En fixant à l'Europe le but de parler d'une seule voix, Pompidou accepte de subordonner les positions spécifiques de la France aux décisions des autres membres de la Communauté. » (« Cahiers du communisme », janvier 1974.)

Dans « l'Humanité » du 17 décembre Jean Kanapa devait déclarer : « ...jamais un gouvernement n'est allé aussi loin dans la démission nationale. Si on le suivait, la France devrait rester muette sur tout grand problème tant que le bloc des « Neuf »

n'aurait pas parlé d'une seule voix. »

Les révisionnistes condamnent donc le « sommet » de Copenhague en tant qu'initiative visant à aller dans le sens de l'unification politique des pays européens ; Nous allons voir que la position des socialistes est en complète contradiction avec ce point de vue.

C'est ainsi par exemple que lors du congrès de Bagnolet, Montanier déclarait : « La périodicité de ces « sommets » présente le danger sérieux d'accélérer l'évolution — déjà malheureusement très amorcée — vers une Europe de pure et simple coopération entre Etats au détriment de l'esprit communautaire. »

On voit que la critique est à l'opposé de celle des révisionnistes : Les « sommets » freinent le développement de l'unification. Plus récemment, dans un article paru dans « le Monde » du 11 janvier, Gaston Defferre devait écrire de façon encore plus claire :

« Une fois de plus, les gouvernements des Neuf sont restés dans le cadre national. Après la conférence de Copenhague, les offres de coopération économique n'ont pas été faites au nom de l'Europe, mais par chaque pays séparément. C'est ainsi que la France a soumis à l'Irak un plan de développement industriel. Les Neuf n'ont agi que sous l'empire de la nécessité. Ils ont manqué et de hauteur et de largeur de vue, s'en tenant à des propositions limitées au lieu de concevoir une politique d'ensemble. »

Ce que Defferre reproche au « sommet » de Copenhague c'est donc de ne pas avoir parlé d'une seule voix.

Au fond de ces divergences se trouve la question de ce qu'il est convenu d'appeler la « supranationalité » c'est-à-dire la constitution d'un exécutif européen. Et là aussi le P-C-F et le PS ne sont pas « sur la même longueur d'onde ».

A ce sujet, la résolution du congrès de Bagnolet déclare : « A notre époque, le dépassement du cadre étroit de chaque nation est aussi inéluctable que le fut, en son temps, l'affirmation de la réalité nationale... une Europe démocratique ne peut être mise en place sans abandon de souveraineté... » Il s'agit là de l'affirmation de la nécessité d'aller vers la supranationalité » au sein de la C.E.E.

Les dirigeants du P-C-F quant à eux sont opposés à la « supranationalité » au sein de la C.E.E. « En aucun cas nous n'accepterions que la France aliène sa liberté d'action au profit d'une autorité supranationale » réaffirmait il y a quelques temps René Andrieu dans « l'Humanité ».

Comme on le voit les contradictions entre le P-C-F et le PS sur l'Europe sont inconciliables. Et il est inévitable qu'elles aillent en s'aggravant encore. D'ores et déjà de nouveaux sujets de conflits apparaissent : en particulier la question de la

défense européenne. Il est bien évident que l'édification de l'Europe passe par son édification militaire. De la mise en garde contre la menace social-impérialiste découle logiquement la prise en mains de la défense contre cette menace. Nécessairement le PS va être amené à prendre position sur la question de la défense européenne. D'ores et déjà des contradictions sérieuses existent entre révisionnistes et socialistes à propos de la défense nationale et en particulier de l'armement nucléaire (voir H.R. n° 206).

Alors que les dirigeants du P-C-F, soutenus par les organes de propagande du social-impérialisme, ont engagé une violente campagne contre les déclarations de Jobert appelant à la constitution d'une défense européenne, les socialistes quant à eux se sont gardés d'en faire autant.

Et lors du congrès de Bagnolet, Mitterrand définissant les trois instruments des superpuissances citait : l'idéologie, l'économie et les forces armées. Et il ajoutait :

« Il n'y aura pas d'Europe tant qu'elle ne sera pas dotée des mêmes instruments de la puissance. » Ce qui veut dire en particulier que l'Europe doit se doter de forces armées européennes. Et de son côté, Charles Hernu devait déclarer :

« Pour longtemps encore, la paix du monde dépendra (aussi) la paix en Europe ; et la paix en Europe ne découlera pas de l'accumulation de nos faiblesses respectives. Non qu'il s'agisse en Europe de créer un bloc politico-militaire, lequel ne ferait que renforcer les blocs existants. Non, Mais il s'agit, pour que l'Europe soit pacifique, ouverte aux pays communistes, qu'elle soit respectée, donc forte. »

Ce qui veut dire que l'Europe doit organiser sa défense.

Il est clair que ces propos sont profondément contradictoires avec les positions adoptées par les révisionnistes qui s'opposent à toute défense européenne et nient la défense nationale pour favoriser les entreprises du social-impérialisme.

En conclusion, on peut dire que les contradictions entre révisionnistes et socialistes à propos de l'Europe sont arrivées à un point où il n'y a plus d'accord possible. Et cela sous l'influence des bouleversements qui surviennent dans le monde.

Si les révisionnistes insistent tant sur la « validité » du « programme commun » c'est pour masquer les divisions irréversibles de « l'union de la gauche ». Il est inévitable que ces divisions s'aggravent car l'évolution de la situation internationale posera avec de plus en plus de force la question de l'Europe.

Le « programme commun » est désormais à l'image de ces édifices lézardés que guette l'écroulement.

André Colère.

Commandez nos brochures

QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE	0,50 F
LA FASCISATION EN FRANCE	3,00 F
SOUTIEN AUX PEUPLES ARABES ET PALESTINIEN	1,00 F

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

les fourberies d'un ministre

La crise du capital qui va en se développant amène les monopoles capitalistes à « entretenir » les Français de son déroulement.

L'O.R.T.F. est abondamment utilisé. Les Pompidou, Messmer et bien d'autres bourgeois se relaient journalièrement pour nous « expliquer » que le pétrole est le responsable de tous nos maux. En vérité, la campagne idéologique bourgeoise d'intoxication bat son plein.

Le ministre des Finances, Giscard d'Estaing, tient à y avoir sa place. C'est pourquoi, la décision planifiée de nous abreuver une fois par mois, le premier mardi du mois a commencé. L'accordéoniste ne joue que d'une note, les autres étant fausses, il raconte son bla-bla-bla sur une note différente d'un Messmer autoritaire, hurlant de colère lorsqu'il se trouve piqué au vif dans de nombreuses affaires comme Lip, les écoutes du « Canard » et bien d'autres histoires fumeuses. Ne jouant donc que sur trois notes, prix, emploi, commerce extérieur, Giscard d'Estaing ne retient que la dernière. Il donna même des chiffres impossibles à vérifier.

Mais sur les deux notes principales — prix, emploi — qui touchent principalement la classe ouvrière, les masses populaires, il fut très, très bref. Il ne fallait pas s'enliser. « Les prix en France, déclara-t-il, ont augmenté... (longue réflexion d'environ 8 secondes) de 0,9 % en novembre. » Pour décembre, nous n'avons pas encore les résultats... Et il affirme, se référant à l'étranger capitaliste, Allemagne, Angleterre, Italie et Etats-Unis, que c'est « notre » chiffre le plus faible, puisque dans ces quatre pays la hausse des prix a été en moyenne de 1 %. Mais sur les hausses envisagées des produits pétroliers, pas un chiffre. A croire vraiment que les hausses de l'essence, du gas oil, du fuel, n'étaient pas de sa compétence, alors que deux jours après cette émission télévisée, le prix de l'essence ordinaire est passé à 1,62 F le litre et le super à 1,75 F le litre, ce qui place la France en tête des principaux pays européens, s'attribuant ainsi une médaille de choix.

Mais pour janvier et février, il préconise « une hausse des prix forte », ce que nous savons déjà.

« Et maintenant l'emploi » dit-il. « Il n'y a pas de chiffres très significatifs, qui en tout cas soient placés en dehors de discussion ou de contestation. » Mais croyez-vous qu'il n'ait pas de référence ?

Si, ce sont les chômeurs secourus par les A.S.S.E.D.I.C. — organisme présidé par le patronat et cautionné par les directions syndicales révisionnistes et réformistes — qui seraient au 1^{er} décembre au nombre de 127 900.

Que va dire son collègue Gorse, ministre du Travail, qui voit ainsi ses services de l'A.N.P.E. (Agence nationale pour l'Emploi) jugés incompetents ?

Mais le téléspectateur qui a suivi l'émission précédente — le journal télévisé — aura appris que le nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 455 000 contre 417 000 un an auparavant ; que les demandeurs d'emploi sont pour 40 % des moins de 25 ans et que 25 % ont plus de 50 ans ; que les femmes sont plus nombreuses que les hommes. Voilà donc quelques chiffres fournis par la bourgeoisie monopoliste que l'accordéoniste méprise et qui sont assez loin de la vérité.

Giscard d'Estaing, comme nous l'avons dit plus haut, fut beaucoup plus bavard sur le commerce extérieur, la loi du profit étant la loi du capital, il « signifie que la France devra, en 1974, travailler un treizième mois pour l'exportation de façon à rétablir progressivement notre équilibre extérieur ». En clair, cela veut dire, les exploités seront encore plus soumis à des cadences infernales, des conditions de travail lamentables, des salaires de misère, aux licenciements, au chômage.

Non, les balivernes monopolistes ne trompent nullement la classe ouvrière, les masses ouvrières qui ne sont pas plus décidées hier qu'aujourd'hui à faire les frais de la crise du capital.

La lutte des classes est une réalité et Giscard d'Estaing, pas plus que les autres bourgeois, n'y peut rien.

« Le peuple, le peuple seul, est la force motrice, le créateur de l'histoire universelle. » (Mao Tsé-toung, œuvres choisies, tome III.)

Luc DACIER.

LYON :

Grève aux établissements NORMA-CEM

Le 21 décembre, une note de la direction annonçait qu'une prime de fin d'année de 200 F était accordée à 75 ouvriers très spécialisés sur 2 300.

Dès le 23, les femmes de l'Atelier B.M.M. se mirent en grève et firent le tour de l'usine, entraînant la presque totalité des ouvriers dans la lutte. Les grévistes réclament la prime de fin d'année pour tous et une diminution du temps de travail d'une demi-heure

par semaine et le transport gratuit sur les lieux de travail. L'occupation des locaux se fait tous les jours, la direction refuse pour le moment toute négociation avec les grévistes. L'usine Norma-Cem est une usine matériel électrique. Les ouvriers, afin de se faire payer la journée de mardi 1^{er}, se sont contentés de débrayages de deux heures les lundi 31 et mercredi 2, paralysant ainsi toute la production.

Commandez à E-100

Le tome I de l'étude de Jacques Jurquet

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

L'exemplaire : 18 F

S.N.C.F. :

Une C.G.T. au service de qui ?

Nous publions ci-après un article qui nous a été adressé par un cheminot breton et qui pose le contenu de classe de la maîtrise et des cadres de la SNCF. S'il est exact que l'influence de la CGT parmi ces catégories de salariés s'accompagne d'une propagande poujadiste de la CGT en leur direction, il serait tout de même dangereux de rejeter en bloc toute la maîtrise et tous les cadres. La conscience de classe, si elle est conditionnée par le niveau de vie et la place qu'on occupe dans la production, dépend également d'autres facteurs, notamment politiques et idéologiques. Donc, effectivement, la classe ouvrière peut trouver et gagner des alliés, sur une ligne politique juste, parmi les cadres et maîtrise.

Il est logique que l'idéologie réformiste et révisionniste, encore dominante dans la classe ouvrière, trouve un terrain encore plus favorable parmi les cadres et la maîtrise, sur la base de la défense de la hiérarchie, thème favori de la CGT parmi les cadres, mais ce n'est pas une fatalité si les marxistes-léninistes savent faire une propagande appropriée en leur direction.

Sous ces réserves, nous donnons la parole à ce camarade cheminot de la base.

LARVERNE.

- Tous les salariés... -

Au moment de la grève du 6 décembre, la C.G.T. a fait grand tapage autour d'une déclaration de Georges Séguy. Celui-ci souhaitait un renforcement du syndicat en rappelant que celui-ci est largement ouvert, et insistait lourdement sur le fait qu'il s'adresse à « tous les salariés ». « Tous les salariés... » Voilà une « petite phrase » qui mérite bien quelques commentaires.

Quoi de plus normal en effet pour un syndicat que de chercher à renforcer son audience parmi la classe ouvrière, dont seule une minorité est syndiquée, pour mieux défendre ses intérêts et lutter contre le capitalisme ? Mais est-ce bien à la classe ouvrière que pense Séguy ? N'est-ce pas plutôt à la masse des chefs, contremaîtres, techniciens et cadres en tous genres que le capitalisme crée en abondance et paye généreusement pour mieux tenir en laisse les ouvriers ? Tous ces gens-là en effet sont des salariés. Les P.-D.G. aussi sont des salariés. Eux aussi ont des « difficultés » et des intérêts à défendre. Tout porte à croire que les dirigeants cégétistes ont le cœur de plus en plus attendri par ces clients-là...

Cela fait déjà plusieurs années que la C.G.T. cherche avec obstination à faire son trou chez les bourgeois petits et moyens, se déplaçant ainsi « vers le haut ». Il s'agit d'une politique délibérée de mettre la C.G.T. au service des valets du patronat et à leur remorque ; une politique de défense de la hiérarchie, de lutte contre la fiscalité qui frappe les gros salaires ; une politique de préservation et de renforcement des privilèges d'une minorité, qui va de pair avec l'abandon de la lutte des classes. « Inventions, calomnies de gauchistes ! », va crier notre bon Séguy. Non. Vérité qui vous gêne et que les marxistes-léninistes établissent sur des faits qu'il n'est pas facile d'escamoter. Regardons plutôt.

Un congrès bien intéressant

Analysons par exemple les mandats du Congrès que la C.G.T. a tenu à Nîmes en 1972. 1 352 délégués y représentaient les différentes catégories de syndiqués. On constate :

— Que le nombre de délégués ouvriers passe de 727 au congrès précédent, à 368, c'est-à-dire diminue pratiquement de moitié !

— Que pendant ce temps le nombre de représentants des employés passe de 206 à 230, augmentant de plus de 11 % ;

— Que les représentants des agents de maîtrise techniciens et ingénieurs passe de 127 à 146, soit plus de 13 %.

Si l'on ajoute à ces derniers les 230 employés et les 13 délégués enseignants, on obtient le chiffre de 389 contre 368 ouvriers. La représentation ouvrière est désormais minoritaire au sein de la grande centrale « ouvrière » et cette profonde modification des rangs cégétistes au profit de nouvelles couches et classes sociales « salariées » montre bien vers où va l'élargissement souhaité par Séguy !

Une union fédérale

- en pleine expansion -

Voici un second exemple emprunté à la « Tribune cheminote ». Du 9 au 11 octobre se sont tenues à Vichy les assises de l'Union fédérale des Cadres (C.G.T.). A cette occasion, la « Tribune » publie les chiffres suivants :

— De 1955 à 1963, les pourcentages de voix obtenues par l'U.F.C. dans le collège maîtrise passe de 13,44 % à 16,32 %.

— Dans les collèges de maîtrise et cadres (échelles 10 à 14 et 15 à 19), la progression est la suivante :

— 1965 : 18,7 %

— 1967 : 22,5 %

— 1969 : 20,9 % (baisse qui traduit le « trouble » produit chez les cadres par mai 1968 !)

— 1972-73 : 31,1 %

Voilà comme le dit le journal cégétiste empruntant aux patrons leur jargon, une union en « pleine expansion » ! Eh bien ! camarades lecteurs, allez voir les cheminots. Demandez leur un peu ce que représentent les salaires des échelles 10/14 et mieux encore 15/19. Salaires que la nouvelle grille approuvée par la C.G.T. a considérablement augmentés au détriment des basses échelles ouvrières (échelle 7 pour un compagnon hautement qualifié, et c'est là le maximum). Allez leur demander quel rôle jouent les chefs, la maîtrise et les cadres dans la réforme S.N.C.F. de rentabilisation. Et ce sont cette hiérarchie, ces privilèges liés à un rôle répressif accru que défend l'U.F.C. (C.G.T.), ce qui est payant puisqu'elle récolte à présent près du tiers des voix dans deux collèges qui ne sont pas spécialement prédisposés à la lutte des classes !

A la lumière du « Programme commun »

Que ces succès ne suffisent pas à Séguy, on s'en doute. Car à travers ce élargissement de la C.G.T. à tous les salariés, ce qui élargit en réalité c'est le fossé chaque jour plus profond entre la ligne qu'elle suit et les intérêts des exploités. Tout cela s'explique quand on connaît la politique du P.C.F. et de la gauche unie : gagner une majorité électorale, et pour cela mériter les voix du technicien, de l'ingénieur, du petit patron, non en leur donnant clairement à choisir leur camp, à se mettre du côté des ouvriers, mais tout au contraire en leur faisant la cour, en les ménageant, en leur promettant de ne pas les égratigner, et en le prouvant dès maintenant au sein d'une action syndicale qui brade les intérêts ouvriers pour défendre les leurs.

Mais on ne peut indéfiniment manger à deux râteliers : plus les valets du patronat donneront leur voix à la C.G.T., plus celle-ci s'enfoncera ouvertement dans la trahison. Le petit jeu d'équilibriste qui consiste à se présenter comme défenseur de la classe ouvrière d'un côté pendant qu'on défend ses ennemis de l'autre ne peut durer indéfiniment. De drôles de réveils se préparent pour Séguy et « ses » salariés. Mais à propos, l'Union fédérale C.G.T. des P.-D.G. salariés, est-ce pour bientôt Monsieur Séguy ?

Un lecteur breton avec ses meilleurs vœux à l'H.R. et à son comité de rédaction.

P.T.T. : Pas de licenciement au centre !

Il y a deux mois, par voies d'affiches dans les bureaux de poste, d'annonces à la radio, etc., la direction battait le tambour pour recruter de nouveaux AX de manutention, avec des promesses aussi mirifiques (!) que pour certaines, mensongères. C'était déjà un premier scandale, une inadmissible escalade dans l'entreprise de défonctionnarisation mise en œuvre par l'Administration. Dans le contexte actuel de chômage accentué, des jeunes de Paris, de province ou même immigrés des colonies D.O.M.-T.O.M., s'embauchaient.

Plusieurs ont commencé par devoir dormir au centre sur les sacs, l'Administration ne se souciant bien sûr pas de leur procurer un logement, fût-il provisoire. (Ce n'était pas promis, ça, n'est-ce pas ?) Deuxième scandale.

Mais ce n'est pas tout. Maintenant que la « période » est quasiment épongée, que ces camarades en ont bien bavé pour écouler l'océan de sacs de transbord (dans les pires conditions de travail qui soient et au rythme de 6 accidents du seul fait des trappes, l'autre semaine), l'Administration prétend s'en débarrasser : une dizaine d'entre eux se sont vus gratifier de notes crapuleuses parfaitement injustifiées, suivies de la réception d'un préavis de licenciement d'un mois.

C'est là un troisième scandale qui donne tout leur sens aux deux pré-

cedents et démasque de façon éclatante la sale combine de la direction : il fallait faire passer la « période » aux moindres frais, sans effectifs titulaires supplémentaires (il manque 400 préposés sur notre seul centre).

D'ailleurs, alors même que beaucoup, parmi nous, envisageaient une grève en pleine période, c'était aussi une bonne garantie contre cette fâcheuse éventualité, ces jeunes sans statut, dépayés, isolés, ne risquant pas de se montrer trop « fortes têtes »...

Il faut riposter !

Nous ne pouvons ni ne devons permettre à l'Administration de mener à bien cette sordide manœuvre. Par tous les moyens, pétitions, délégations syndicales et de masse, arrêts de travail-surprises si nécessaire, nous devons empêcher tout licenciement. Il est intolérable qu'elle puisse ainsi jeter sur le pavé, comme des citrons pressés, de jeunes camarades de surplus victimes de son escroquerie à l'embauche. Si elle y parvient, ce serait une défaite grave pour nous tous, postiers de ce centre, auxiliaires et titulaires ; elle aurait les mains libres pour de nouvelles attaques.

Avec nos syndicats, sur chaque service, sur tout le centre, que la mobilisation s'organise, que la lutte s'engage. La direction doit reculer sans condition, en annulant tous les préavis.

Des postiers communistes (M.-L.).

Répression en Bretagne

Après la grève du Joint Français à Saint-Brieuc et l'occupation de l'usine par les flics, il y a eu fin 72, une grève de neuf semaines aux kaolins de Plémet et des affrontements avec les gardes-mobiles, qui avaient délogé les travailleurs de l'usine.

A la même époque à Saint-Carreuc, l'usine Big Dutchman était en grève (huit semaines). Une nuit le village fut encerclé par les flics qui assaillirent le piquet de grève comme au temps de la Gestapo : lampes-torches dans les yeux, vérification des papiers d'identité, tout cela sous l'œil narquois de Trémel, ancien collaborateur, patron de l'usine.

En mai-juin 1973, c'était la grève du Bâtiment à Loudéac et en octobre celle de chez Danno (construction de hangars, poulaillers, etc.) entraînant 3 licenciements.

La fascisation se durcit, mais cela n'empêche pas les travailleurs de la région de s'organiser en se syndiquant, comme chez Le Clézio, un abattoir de volailles à Saint-Caradec, et chez Rault à Merdrignac, usine de conditionnement de volailles.

Les ouvriers de ces usines travaillent dans des conditions pénibles (froid, humidité) pour des salaires minables et évidemment inégaux pour un travail identique, et pour avoir 1 200 F par mois ils font jusqu'à deux cent trente-sept heures par mois !

Mais les patrons n'aiment pas que les travailleurs s'organisent et Rault et Le Clézio ont tenté par tous les moyens de les en dissuader. Jugez-en par vous-même :

— Le Clézio a d'abord frappé un jeune ouvrier parce qu'il avait par-

ticipé au meeting du 6 décembre, l'a menacé de licenciement... Finalement, il l'a gardé, mais avec une mise à pied de huit jours ;

— Le même Le Clézio avait d'ailleurs fermé son usine le 6 décembre, d'autorité ! Les travailleurs ont écrit à l'Inspection du Travail pour faire remarquer l'illégalité de la fermeture, et attendent toujours une réponse !

Mais ce n'est pas tout, quand les patrons n'envoient par leurs mouchards aux réunions syndicales, ils essaient d'intimider les travailleurs en déléguant les protecteurs du Capital : les flics !

Ainsi à Merdrignac, le chef de gendarmerie après avoir relevé les numéros d'immatriculation des voitures a poussé la « gentillesse » jusqu'à venir faire un tour à une première réunion syndicale ! Inutile de dire qu'il n'est pas resté longtemps.

Mais ces « gens » sont persévérants et lors de la deuxième réunion ils étaient encore là et cette fois interpellèrent une jeune ouvrière pour avoir des renseignements sur la réunion !

La jeune travailleuse ne s'est pas laissé intimider.

Dans notre région la collusion patrons-flics n'est plus à démontrer. Ces violences patronales et les mesures d'intimidation des flics ne font pas reculer les travailleurs de ces deux boîtes ; ils ont décidé de s'organiser et s'organiseront soutenus par des militants C.F.D.T. et des marxistes-léninistes.

A bas la fascisation !

Vive l'organisation de la classe ouvrière !

Correspondant « H. R. », Loudéac.

NIORT : Direction générale des impôts Témoignage sur les conditions de travail

Au Centre départemental d'Assiette.

Peu de personnel, 10 seulement, comprenant inspecteur, contrôleur, agent d'Assiette, bien sûr, trop peu pour faire le travail. Lorsque les vacances arrivent, on emploie des étudiants, que l'on paie au rendement, et du personnel au chômage, également payé au rendement, ceci, pendant quatre mois.

Cependant, il ne faut pas que ce rendement soit trop important, sinon on vous diminue le prix indiqué au départ. Après ces quatre mois, on vous paie à l'heure ; ceci concerne des personnes de trente à soixante ans. Et tout à coup, au bout de six mois, on vous prévient que le travail qui reste à faire, ne se fait qu'à domicile : pour le prouver, on vous montre une circulaire tapée à la machine par le service (même pas du ministère des Finances, contrairement à ce que l'on pourrait croire). On emploie également des retraités, car ce travail à domicile, ne peut convenir qu'à ces gens-là, étant peu payés, et parfois même, seulement six mois après ! Il ne peut donc qu'apporter un petit supplément, et ces vieillards travaillent pendant quinze heures de suite, pour apporter leur travail promis, en temps voulu, car bien sûr, il y a un délai très bref.

On ne garde donc pas d'auxiliaires, ceux-ci ne voulant pas travailler pour rien. La caisse de chômage est plus avantageuse.

... et au cadastre...

On recrute également, pendant les vacances, et toujours au rendement, des jeunes qui, en principe, sortent des écoles. Beaucoup possèdent un diplôme : C.A.P. employé de bureau ; bac ; brevet... Dans l'ensemble des jeunes qui demandent à travailler et qui ont hâte de gagner de l'argent pour libérer leurs parents, qui, pour la plupart, se sont sacrifiés, pendant plusieurs années de leur vie, pour que leurs enfants aient une situation.

On commence par les menacer de les garder peu de temps, faute de crédits, ou faute de travail et on change incessamment de personnel, pour permettre à ces messieurs de se partager des primes. Car, plus il y a de noms à déclarer, plus la prime est importante. Là, on n'hésite pas à renvoyer un jeune au bout de deux mois, en le prévenant à 10 heures du matin, pour l'après-midi à 5 heures (sans se soucier si la personne pourra

manger le lendemain, puisque, sortant de l'école à dix-huit ans, il n'a donc pas droit à la caisse de chômage. Le jeune possédait un brevet professionnel, il pouvait donc faire le travail demandé.

J'ai vu remettre un chèque de 180 F, à un jeune de dix-neuf ans, possédant un C.A.P. employé de bureau, ceci pour un mois de travail à temps complet (quarante heures par semaine).

De même, on n'hésite pas à nous faire refaire, ajuster une commune cinq à six fois, puis on finit par nous dire : « Excusez-nous, c'est de votre côté que l'erreur existe. » Pendant ce temps-là, il n'y a pas de rendement, et, en fin de mois les jeunes se retrouvent avec un petit mois.

Ce travail, pour être rentable, ne peut se faire qu'avec une machine à calculer que l'on promet à l'embauche, mais, « faute de crédits », les machines n'arrivent jamais ; c'est donc au personnel de se munir de machine et d'en payer la location pour aboutir à un rendement qui se trouve toujours inférieur aux promesses faites à l'embauche.

Dans les deux services, et dans une administration comme celle-ci qui y entre, ne peut s'assurer un emploi stable, ni très bien rémunéré, même au S.M.I.C. Un exemple : dernièrement, j'ai vu renvoyer 40 personnes — « parce qu'on n'a plus besoin de vous » — évidemment, elles n'eurent pas de préavis, ni d'indemnités de licenciement, et encore moins, elles n'ont pas été reclassées ailleurs, puisque ces travailleurs n'étaient pas des auxiliaires.

Lorsque certains employés atteignent trois à quatre ans de service et que l'on a vanté leurs louanges, on trouve le moyen de l'exploiter et de le renvoyer pour ne pas le titulariser.

J'ai également vu plusieurs jeunes, arriver à faire deux communes dans le mois, ceci à un rythme accéléré, pendant cinq mois, toujours payés au rendement. Au moment de les payer, entre le 15 et le 20 du mois suivant, on leur remettra un chèque pour une seule commune, « faute de crédits » toujours, ou quelquefois deux mois après. Pendant ce temps le jeune est obligé d'avoir recours aux parents.

C'est donc toujours l'exploitation et les jeunes sont révoltés, écœurés, et voudraient d'autres issues dans le travail, ils sont scandalisés de se trouver dans une société des plus lamentables.

CORBEIL : La grève continue à Dynamic

L'usine Dynamic de Corbeil-Essonnes, qui produit des pièces en caoutchouc pour automobiles, est en grève illimitée depuis le 10 décembre. Deux cents ouvriers, dont de nombreux immigrés, réclament de meilleures conditions de travail. C'est à la suite d'accidents de travail, alors que l'usine, récemment implantée à Corbeil, ne possède pas d'infirmerie, que le mouvement s'est déclenché. Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. réclament l'application des lois sur l'hygiène, une meilleure sécurité et une augmentation de salaire. En effet, pour des cadences élevées, les salaires vont de 6,20 F au contrôle à 7,28 F au mélange, les ouvriers faisant 45 heures par semaine. Ils demandent 1 400 F minimum pour 40 heures. La direction refusa immé-

diatement les discussions sans reprise du travail, n'hésitant pas à faire intervenir la maîtrise pour forcer le piquet de grève. La production totalement bloquée, la direction accorda finalement 4 % d'augmentation et falsait en même temps déposer une plainte contre seize grévistes pour occupation illégale de locaux. Le Comité de grève poursuit donc la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail, mais sous prétexte de la présence de « gauchistes », les bonzes révisionnistes de la C.G.T. ont préféré laisser la liberté aux adhérents de faire ce qu'ils voulaient, sous-entendu : reprenez le travail.

LA LUTTE CONTINUE !
SOUTIEN AUX OUVRIERS DE DYNAMIC !

AFFICHEZ H. R.

A l'occasion de l'assemblée annuelle de l'Amicale des Algériens à Marseille

RENCONTRE UNITAIRE DES TRAVAILLEURS ALGÉRIENS ET FRANÇAIS

A l'occasion de son assemblée régionale annuelle, la région de Marseille de l'Amicale des Algériens en Europe avait invité, outre ses propres militants, des délégués des autres régions de France ainsi que des représentants des sections existant en Suisse, en Belgique, en Allemagne.

Cette année, cette assemblée revêtait en effet un caractère dépassant largement le cadre des ordres du jour habituels, en cette ville où le racisme s'est déchaîné dans les conditions que l'on sait. Quelques organisations françaises étaient également invitées, en particulier les deux grandes confédérations syndicales C.G.T., C.F.D.T., ainsi que les militants ayant manifesté concrètement leur solidarité aux travailleurs algériens. L'« Humanité-Rouge » avait reçu une invitation personnelle et une large délégation de nos camarades était présente, conduite par Jacques Jurquet, avec Alain Castan, Aimé Delrue et Christian Maillat. Au nom de la région de Marseille de l'Amicale, le responsable Adou Hocine (qui avait récemment pris la parole dans le meeting que nous avions organisé avec la G.R. (m.-l.) et le travailleur tunisien (m.-l.) présenta un riche rapport d'activité après avoir remercié toutes les personnes françaises présentes. M. le consul d'Algérie à Marseille fit une intervention émue et émouvante en invoquant les blessés qui sont encore soignés dans les hôpitaux de la ville, et remercia les innombrables personnes qui lui ont écrit pour manifester leur solidarité au peuple algérien et à ses représentants à l'occasion de l'attentat criminel contre le consulat. Puis le président de l'Amicale des Algériens en Europe, le frère Abdelkrim Gheraieb, fit une intervention très détaillée dans laquelle il aborda tous les problèmes touchant à la situation des travailleurs immigrés dans notre pays, des travailleurs algériens plus particulièrement, bien entendu. A propos de l'attitude du gouvernement français et de ses organismes si peu efficaces quand il s'agit de retrouver les assassins des travailleurs algériens, il s'écria notamment : « Je croirai à la sincérité des autorités françaises quand ces criminels seront châtiés ! » Il rappela cette phrase du président H. Boumédiène : « Entre la dignité et le pain, s'il le faut, nous choisirons la dignité, entre la dignité et la misère, nous choisirons la dignité ». Il a évoqué la mesure de suspension de l'émigration des travailleurs algériens de leurs pays vers la France et l'on put comprendre très nettement à travers son intervention que le peuple algérien et ses dirigeants sont décidés à obtenir des mesures assurant le respect absolu de leurs représentants travaillant dans l'émigration. L'heure des esclaves qui ne pouvaient que courber la tête pour recevoir des coups est périmée, le peuple algérien est debout, plus jamais il ne se laissera humilier sous quelque forme que ce soit !

Après le vote à l'unanimité de deux résolutions sur les questions propres aux travailleurs immigrés, l'auditoire fut convié à assister à la projection du film algérien « Les hors-la-loi ».

Les militants de l'« Humanité-Rouge » se sont félicités de l'accueil extrêmement chaleureux que leur ont réservé les travailleurs immigrés et leurs responsables, et ensemble ils ont décidé de poursuivre leur effort commun dans la lutte contre le racisme, contre le fascisme, contre l'impérialisme, en unissant toujours davantage les deux classes ouvrières française et algérienne dans leur lutte commune et aussi dans la lutte contre l'impérialisme et contre le sionisme sur le plan international.

Correspondant H.R.

Message de la Direction Nationale de l'Humanité Rouge à l'Assemblée

Chers amis et frères algériens, Chers amis et frères algériens, et même camarades de combat contre l'ennemi commun : l'impérialisme, le sionisme, le fascisme, le racisme.

Les militants marxistes-léninistes de l'Humanité rouge vous remercient de votre invitation et saluent les délégués et participants à cette assemblée générale, exceptionnelle, des Algériens en Europe. Nous saluons particulièrement les responsables nationaux venus spécialement d'Algérie.

Particulièrement :

Nous vous remercions chaleureusement de l'honneur et de l'amitié que vous nous avez faite par votre invitation ce qui resserre encore les liens de peuple à peuple établis entre nous. En effet, plusieurs de nos militants ont participé au soutien du F.L.N. pendant la glorieuse lutte de libération nationale du peuple algérien contre l'impérialisme français. Nous avons toujours considéré cette lutte comme notre propre lutte, comme une aide concrète à la classe ouvrière de France pour son émancipation de l'oppression capitaliste.

Notre journal a toujours dénoncé les odieuses conditions de vie des travailleurs immigrés en France, Algériens principalement et a toujours dénoncé le racisme, le fascisme et le sionisme, liant dans cette

lutte des liens étroits avec les travailleurs immigrés de toutes nationalités.

Notre journal a toujours apprécié hautement, les positions de principe anti-impérialistes qui guident la politique étrangère de l'Algérie démocratique et populaire partout dans l'arène internationale, notamment à l'O.U.A., l'O.N.U. avec les autres pays non-alignés et avec les peuples arabes.

Nous saluons le rôle personnel et de premier plan joué par le président Boumédiène, élu président de l'Organisation internationale des Pays non alignés, et par sa juste ligne politique de résistance et de coopération avec les peuples du monde.

Nous soutenons la politique algérienne pour la défense des droits des travailleurs algériens immigrés en France et apprécions hautement la valeur sociale de leur travail en France, tout en dénonçant le profit capitaliste et politique qu'en tirent notre bourgeoisie et son pouvoir monopoliste.

C'est pourquoi nous soutenons fermement les revendications de l'émigration algérienne, celles formulées par l'Amicale des Algériens en Europe et celles du gouvernement algérien pour l'égalité des droits avec les ouvriers de France, notamment :

— Les salaires ;

- La Sécurité sociale, les retraites, et les Allocations familiales ;
- Le logement ;
- La formation professionnelle ;
- La garantie de l'emploi ;
- Les droits syndicaux ;
- Les droits de réunions, d'association, etc.

Très chers frères algériens,

Un mois s'est déjà écoulé depuis qu'à 10 h 57, le 14 décembre 1973, le racisme faisait exploser une charge de plusieurs kilogrammes de plastic soufflant le rez-de-chaussée du Consulat général de la République démocratique et populaire d'Algérie à Marseille.

Quatre travailleurs sont ainsi tombés sous les coups du fascisme et de l'impérialisme, vingt-deux autres ont été blessés dont certains dans un état très grave. Cela nous rappelle les pires exploits des fascistes et racistes de l'O.A.S. qui ont depuis longtemps retrouvé leur liberté d'agir, sans renoncer à leur haine raciste et leur idéologie fasciste.

Quatre nouveaux *chouhadas* ont ainsi rejoint le cortège innombrable des martyrs de la lutte sacrée du peuple algérien pour son indépendance nationale. Ceci hélas n'est pas un cas isolé, mais un maillon important spectaculaire dans la chaîne des dizaines d'assassinats, dans l'ombre, des ouvriers algériens en France depuis plusieurs mois.

La douleur et la colère nous étreignent et nous exprimons à nouveau notre solidarité totale, inconditionnelle, et agissante aux travailleurs de l'immigration algérienne et à leurs familles aux prises avec des difficultés et agressions fascistes et racistes intolérables.

Au nom de cette solidarité et de l'amitié indéfectible entre nos deux classes ouvrières et nos deux peuples, en dépit de toutes les vicissitudes, nous exigeons du gouvernement français, l'indemnisation totale de toutes les victimes et de leurs familles, et l'arrestation, rapide de tous les assassins. La police de Marseille a fait preuve de faiblesse manifeste, pour ne pas dire de complicité. Nous exigeons des sanctions. Ce n'est d'ailleurs pas actuellement le seul scandale de la police de Marcellin.

La police nationale, si habile et efficace pour matraquer les travailleurs de France et immigrés, à les moyens, si elle le veut, de retrouver rapidement les assassins et ceux qui les arment quotidiennement, politiquement et idéologiquement.

En ce qui nous concerne, chers frères algériens, nous pouvons vous assurer que nous faisons nos comptes et que, tôt ou tard, vos martyrs seront vengés. Leurs assassins ont contracté des dettes de sang. Inéluctablement, la classe ouvrière et le peuple de France le leur feront payer cher et établiront une justice populaire, juste et efficace.

Très chers frères algériens délégués et participants à cette assemblée, nous vous présentons nos souhaits les plus sincères pour le succès des travaux de votre assemblée.

Permettez-nous également de profiter de l'occasion que vous nous avez offerte aujourd'hui, en ce début de l'année 1974, pour vous présenter nos vœux les plus sincères, au président Houari Boumédiène et au peuple algérien qui mènent une lutte ferme et exem-

plaire, et de tout premier plan, pour la sauvegarde des richesses nationales de l'Algérie et des autres pays en voie de développement, contre la volonté de domination hégémonique des deux superpuissances, contre les menées et prétentions de l'Etat fantoche d'Israël et pour le droit à la patrie des Palestiniens chassés de leurs terres.

En terminant ce message, nous vous demandons, très chers frères, de bien vouloir nous excuser d'avoir abusé d'une partie de votre temps si précieux et d'accepter que nous vous présentions un vœu :

Que la confiance, l'amitié, l'unité et l'action entre les militants de l'Amicale des Algériens en France et les militants de l'Humanité rouge se renforcent de jour en jour, au long de l'année 1974.

A bas le fascisme !

A bas le racisme qui divise les travailleurs !

Travailleurs français, travailleurs algériens ; une seule classe ouvrière et les mêmes droits !

Vive la juste lutte des peuples arabes contre le sionisme et l'impérialisme !

Vive l'amitié profonde et l'alliance de combat du peuple algérien et du peuple français, de la classe ouvrière algérienne et de la classe ouvrière française !

Vive la juste lutte anti-impérialiste de la République démocratique et populaire d'Algérie !

Quand Defferre s'indigne

Defferre joue les indignés. Maire de cette ville, Marseille, où l'on assassine des travailleurs algériens, il ne juge pas bon de se rendre à leurs obsèques et refuse de recevoir l'ambassadeur d'Algérie. Defferre n'aime pas que ces choses-là soient dites surtout lorsque c'est l'ambassadeur d'Algérie qui les dit. Et dans le *Nouvel observateur* du 7 janvier, il cherche à se justifier.

« Ce que M. Bedjaoui paraît ignorer, c'est que, pendant la durée de la guerre d'Algérie, Marseille a été la seule grande ville française dans laquelle il n'y a eu ni attentats ni « ratonnades ». Ce n'est pas un hasard et je n'y suis pas pour rien. »

Ce que nul n'ignore c'est que Defferre et ses compères socialistes, les Mitterrand, les Guy Mollet ont du sang sur les mains. Le sang du peuple algérien qu'ils ont voulu soumettre par la terreur. Ce que nul n'ignore c'est que Defferre et ses amis ont toujours été des ennemis du peuple algérien et des peuples arabes. Les peuples arabes n'ont pas oublié Suez.

Ce que nul n'ignore c'est que Defferre a toujours été dans le camp des ennemis des peuples arabes et est aujourd'hui dans celui des sionistes qui assassinent en France. Defferre est dans le camp de ceux qui assassinèrent Mahmoud El Hamchari.

L'indignation ne change rien à ces faits.

Dans les colonnes de la "Pravda"

Dans la « Pravda » du 24 décembre 1973, je suis tombé sur un article qui m'a paru assez intéressant, ce qui est inhabituel dans cette grisaille révisionniste. Sous le titre « Ne pas passer la limite », cet article frôle, à mon sens, des causes intérieures du rétablissement du capitalisme en U.R.S.S. : les parcelles individuelles, et la spéculation sur les produits de ces parcelles. L'article examine des correspondances, reçues à la « Pravda » à propos d'une affaire criminelle : dans la ville de Tsybino, un dénommé Vapiline a été condamné à douze ans de travaux forcés pour avoir tué un enfant en train de voler une pomme dans son jardin personnel.

A ce propos, un habitant de la ville d'Orel, participant de la Grande Guerre patriotique (1941-1945) montre sa déception quant au « socialisme » à la Brejnev : « A quelles difficultés a pu se heurter Vapiline, et qui l'ont so-disant aigri ? Qu'a-t-il eu de pénible en trente ans de vie ? Mon fils, Vladimir, tankiste pendant la guerre, est mort près de Riga, huit jours avant d'avoir atteint sa majorité. Et moi, son père, je donnais ma ration de pain aux enfants allemands affamés. Nous nous sommes battus, et nous sommes tombés, pour que nos gosses vivent dans une atmosphère de bonté. » Après la déception viennent les questions, la recherche des causes d'un tel crime.

Contrairement à l'auteur de l'article, qui, dans un langage pompeux, attribue ceci, comme Dostoïevski, à un

« aveuglement de l'âme », à une « soif de possession venue d'on ne sait où », la « Pravda » cite une très belle lettre d'un lecteur de Poltava : « En fin de compte, qui est Vapiline ? D'après sa position sociale, il est ouvrier, mais d'après ses convictions et sa façon d'agir, c'est un petit bourgeois. Pourquoi donc ce véritable visage de grippe-sou se cachait pendant si longtemps sous un masque vénérable ? Mais parce que, je pense, souvent nous ne remarquons pas dans l'homme le principal : qui il est et quoi, quel est son monde intérieur, que veut-il et vers quoi tend-il. L'indifférence, une approche superficielle des qualités spirituelles de l'homme, voilà le milieu défensif de certains « honorables » propriétaires de jardins et de datchas, de villas luxueuses et d'automobiles, acquis par des chemins et des moyens pas souvent honnêtes. » Ainsi, deux classes antagonistes sont distinguées : d'un côté, les travailleurs, de l'autre, la poignée que forme la nouvelle bourgeoisie soviétique et les quelques personnes trompées par elle. Un Moscovite écrit d'ailleurs ceci : « Sa soif de s'enrichir est, hélas, vivante... Dans des circonstances déterminées, ces gens-là peuvent se retrouver de l'autre côté de la barricade... » ... ce qui fait dire au commentateur que ce Moscovite-là exagère !

L'article illustre ensuite les activités typiques d'un profiteuse soviétique : « Il (le profiteuse) est content, quand il y a des irrégularités dans l'appro-

visionnement d'un magasin. Profitant de la conjoncture du marché, il demandera un prix fou pour sa marchandise, et après, la conscience tranquille, il va acheter dans le magasin aux prix fixes d'Etat le pain et le beurre, tâter le drap de bonne qualité et choisir la meilleure marque de télévision. Il essaie de tirer le maximum à l'Etat et aux gens, produisant ce drap et ces télévisions, et lui-même en donner le minimum. » Bref, la spéculation et les spéculateurs sont une telle plaie en Union soviétique, c'est tellement entré dans les mœurs, que même la « Pravda » est obligée de le dénoncer.

Mais cet article va plus loin. Poussé par ses correspondants, l'auteur écrit ce qui suit. Jugez-en : « C'est vrai, il n'y a rien de blâmable dans le fait qu'un citadin, et à plus forte raison un habitant de la campagne travaille dans une parcelle de terre pardin-potager, cultivant pour lui-même des légumes et des fruits, et même écoulant le surplus sur le marché. Mais si l'un se suffit modestement de tout ceci comme d'un appoint, un autre, passant une limite imperceptible, d'un amateur jardinier se transforme peu à peu en un habitué des boutiques du marché, et alors la parcelle de terre enclose, reçue gratuitement du gouvernement, devient une source de profit et d'enrichissement. Et à partir de là, c'est la possession qui détermine et forme la psychologie du « propriétaire foncier » et non le travail pour le bien commun. »

Cette « limite imperceptible », c'est la production privée pour le marché privé et le marché noir, d'où résulte l'anarchie de la production, les irrégularités dans l'approvisionnement et des difficultés insurmontables pour la vie du peuple. Ainsi, comme l'écrit un vieux communiste à la « Pravda » : « Vapiline n'a pas tué pour une poire, mais par haine d'un homme qui a attenté à sa propriété. »

L'auteur de l'article écrit : « une pomme est une pomme, et une fleur n'est pas plus qu'une fleur. Alors jusqu'à quel degré de la chute morale doit-on arriver pour mettre dans les plateaux de la balance une pomme et une vie humaine ? » Il tape à côté, et cela est normal en bon révisionniste qu'il est. Car, pour le spéculateur une pomme est effectivement plus chère qu'un homme.

Mais si l'auteur tient plus à l'homme, c'est que l'U.R.S.S. manque de main-d'œuvre, et que l'homme est une source de profit pour la bourgeoisie capitaliste soviétique. Beaucoup plus qu'une pomme. L'homme est producteur de plus-value, la pomme ne l'est pas.

Voilà ce que finalement en conclut « Pravda » sous un langage de propagande. Elle défend l'homme, mais uniquement en tant que producteur de profits. De tout le reste, elle se fout pas mal.

Un lecteur

BULGARIE : Plaintes contre l'échange inégal

Des revues bulgares ont manifesté récemment leur mécontentement à l'égard des prix d'échange des marchandises actuellement en vigueur au sein du COMECON contrôlé par l'Union soviétique.

Dans son numéro 7 de 1973, la revue « Commerce extérieur » a publié un article d'Ivan Ivanov, vice-ministre du Commerce extérieur de Bulgarie. L'article écrit : « Le système des prix, actuellement en vigueur dans le commerce entre les pays membres du COMECON et établi selon la résolution de la 9^e session de cette organi-

sation tenue en 1958, nécessite une nouvelle amélioration. » « L'un des principes fondamentaux sur lesquels repose la coopération économique entre les pays membres du COMECON est de garantir des avantages réciproques, qui sont assurés par les prix du commerce extérieur. »

Il indique que « dans le commerce extérieur une attention particulière doit être portée sur la fixation des prix des produits agricoles et des denrées alimentaires », parce que « le capital qu'exige le développement de produits agricoles d'exportation est de

6 à 9 fois supérieur à celui demandé par le développement de la production des machines à exporter. » Et à présent, les prix des produits agricoles au marché du COMECON sont relativement bas. La revue « Temps nouveaux » écrit dans ses numéros 9 et 11 de 1972 : « Sous le système des prix du commerce extérieur en vigueur au marché du COMECON, le taux de profit des machines exportées est généralement très élevé. »

Les produits agricoles et alimentaires occupent une proportion considérable dans les exportations bulgares.

Dans la période allant de 1945 à 1971, par exemple, la valeur totale des exportations bulgares vers l'Union soviétique a été de 11 500 millions de levass (en devises étrangères), et dans ce chiffre, les produits alimentaires comptaient pour 4 000 millions et les produits agricoles pour 1 400 millions. Ces deux catégories de produits représentaient 47 % des exportations totales à destination de l'Union soviétique. En 1971, ce pourcentage s'est élevé à 50 %. Et les prix étaient le plus souvent inférieurs à ceux du marché mondial.

Enormes dettes et déficits en URSS

La banque américaine d'« Export-Import » a autorisé ces derniers jours l'octroi à l'Union soviétique de deux crédits, d'un total de 16,3 millions de dollars qui seront utilisés pour acheter aux U.S.A. de l'équipement pour de nouveaux ouvrages industriels. Ces nouveaux crédits, résultats de la politique des chefs de file du Kremlin pour encourager la pénétration du capital étranger dans l'économie soviétique, augmentent encore davantage les dettes de l'Union soviétique à l'étranger.

A la suite de la politique expansionniste néocolonialiste que suivent les nouveaux tsars du Kremlin, à savoir maintenir des millions de soldats pour opprimer les peuples de leurs colonies ou « alliés », dépenser des sommes colossales pour le perfectionnement des armements en compétition avec les impérialistes américains et l'échec de leurs plans économiques du fait de la restauration du capitalisme dans leur pays, etc. L'économie de l'Union soviétique se trouve de plus en plus en crise. En témoignent par exemple les grands déficits et dettes dont est criblé le pays. Le journal américain « New York Times », se référant à l'étude d'un économiste anglais, rapporte qu'en 1972 l'Union soviétique a accusé dans son commerce extérieur avec les principaux pays occidentaux un déficit de 1,2 milliard de dollars, soit 9 fois

plus que le déficit de l'année précédente, tandis que le déficit global de la balance des paiements a atteint le chiffre de 2 milliards de dollars. L'économiste anglais écrit, dans la revue « International Currency Review », que la dette extérieure de l'Union soviétique en 1971 a atteint le chiffre de 4 milliards de dollars, tandis qu'en 1972 elle se montait à 8,5 milliards de dollars. Tenant du rythme moyen de l'accroissement des dettes soviétiques, il prévoit qu'en 1973 cette dette sera portée à 12,5 milliards de dollars et en 1980 à 29 milliards, sans compter les dépenses de 2 milliards de dollars pour le taux d'amortissement, le paiement des taux d'escompte. Rien que le taux d'amortissement des dettes, écrit-il, peut avaler la moitié des profits tirés par le pays de l'exportation.

La plus grande partie des dettes de l'Union soviétique sont contractées au département de l'Agriculture des Etats-Unis — presque 500 millions de dollars — d'autres grandes sommes sont retirées ou se retireront de la banque américaine « Export-Import », des banques commerciales des autres pays occidentaux, du Japon, etc.

Une partie de ces dettes et déficits est due à l'achat de grandes quantités de céréales durant l'année 1972. Les dettes dérivent du commerce déséquilibré de l'Union soviétique avec les pays occidentaux. Durant l'année 1972 l'importation de l'Union soviétique des

pays occidentaux, exprimée par des monnaies convertibles, a augmenté de 40 % tandis que l'exportation de 4 % seulement.

Pour « sortir » de cette situation, les officiels du Kremlin ont trouvé l'issue, en obtenant d'autres dettes occidentales surtout américaines, en investissant le capital occidental et exploitant les riches ressources naturelles soviétiques, ce qui intensifie de plus la

dépendance de l'économie soviétique de l'économie des pays occidentaux. Sachant très bien la situation actuelle économique de leur partenaire soviétique les experts américains, écrit la revue américaine « United States News and World Report » tirent cette conclusion : « Si la situation actuelle se poursuit, l'Union soviétique sera de plus en plus sous la dépendance économique de l'Occident. »

Commandez

Prolétariat n° 3

E-100

(B.P. 120 - 75962 Paris Cedex 20)

l'exemplaire 6 F (+ 1 F pour frais de port)

(ou dans les librairies dépositaires)

Les menaces de Nixon

« Si l'on ferme un robinet de pétrole au Proche-Orient, on menace d'arrêter un tracteur agricole dans notre Midwest. Si l'on arrête ce tracteur, des gens dans le monde vont manquer de pain. Je ne m'attends pas que cela arrive, cela serait désastreux pour tout le monde. »

Le nouveau vice-président des Etats-Unis, Gerald Ford manie la menace douceuse et hypocrite... ; il a bien commencé son mandat, authentique représentant de la clique impérialiste U.S. Quelques jours auparavant, le célèbre Kissinger avait menacé les pays arabes sur le mode du « conseiller » et « protecteur », qualifiant leur politique « d'inopportune et d'absurde » — pour les impérialistes américains sans doute — et affirmant :

« Qu'il n'est pas dans l'intérêt des pays producteurs de poursuivre une politique effrénée de hausse de prix... Une récession dans le monde industriel déprimerait aussi la situation des pays producteurs. »

L'arme du pétrole serait-elle un boomerang ? Ou bien Kissinger ne chercherait-il pas plutôt à intimider ? Le secrétaire d'Etat à la Défense, James Schlesinger, lui, n'y va pas par quatre chemins ; et jouant les prophètes, il a indiqué le risque « d'actions militaires contre les pays producteurs » menées par les gouvernements des pays consommateurs contraints par leurs opinions publiques ! Trois menaces officielles en moins d'une semaine ! Voilà qui en dit long sur les visées U.S. ! L'impérialisme américain ne lâchera pas prise de bon gré

au Moyen-Orient, comme ailleurs. Et il le fait savoir.

Il agit également, et tente de rameuter les autres pays impérialistes en état de manque de pétrole pour intimider les pays producteurs. Ainsi, Nixon a convoqué à Washington six grands pays industriels d'Europe, plus le Japon et le Canada, afin de « fixer un programme d'action des pays consommateurs » face à la « crise » énergétique. Autant dire faire un groupe de pression des impérialistes occidentaux pour imposer leur loi aux pays arabes ! Mais l'affaire n'est pas si facile qu'il y paraît à première vue. Car entre gangsters, les coups bas sont de mise et la rivalité la règle. Le gouvernement français renâcle devant cette « initiative » américaine et vient de traiter un accord pétrolier « d'Etat à Etat » avec l'Arabie Saoudite, cours-circuitant partiellement les projets « atlantiques » américains ! Nixon voit d'un mauvais œil cette politique « de chacun pour soi ».

La formule ne manque pas de sel dans la bouche d'un représentant de l'impérialisme qui a fait de « l'égoïsme américain » sa règle d'or. Car cette attitude s'oppose à sa volonté de s'annexer étroitement l'Europe à la faveur de la « crise ». Mettre l'Europe totalement sous sa coupe tout en intimidant les pays arabes, voilà le rêve de l'impérialisme U.S. ; la conférence de Washington tente de réaliser ce beau doublé...

Il y a toutes chances pour qu'il manque ! Car si les pays européens rechignent — les pays arabes ont net-

tement indiqué leur façon de voir, en remettant Nixon et ses menaces à leur place ! Quelques exemples :

El Majahid : les pays du tiers monde « ne se laisseront pas impressionner par ces bruits de bottes et de sabres ».

El Akhbar (journal du Caire) : en cas de recours à la force, « Les Arabes veilleront à ce que pas une goutte de pétrole ne parvienne aux pays agresseurs. La diplomatie de la canonnère, qui faisait la loi au XIX^e siècle n'est plus de mise de nos jours. »

Radio Damas : « Les Arabes ont vécu longtemps et sont prêts à vivre pour une longue période sans pétrole, mais il ne peuvent vivre sans leur dignité, qui est bafouée par Israël avec l'appui des Etats-Unis. »

Les pays producteurs arabes ont miné leurs champs pétrolifères... et ne redoutent pas les agresseurs ! Les pays exportateurs de pétrole n'ont pas cédé non plus sur la question des prix ; la récente conférence de l'O.P.E.P. (Organisation des Pays producteurs arabes (O.P.A.E.P.) (augmentation du de pétrole) a confirmé les décisions prises à Koweït par les exportateurs baril de 5 à 11,60 dollars) ; les prix du « brut » ne seront pas abaissés avant le 1^{er} avril. Une réunion entre pays exportateurs et pays consommateurs est exclue — Nixon en est pour ses frais, une fois de plus !

D'autres menaces viendront de Washington plus précises, plus dangereuses encore ; elles connaîtront sans doute un sort similaire.

CHINE :

Un pays sans chômeurs

Changhai, la plus grande ville de Chine, compte 5 700 000 citoyens dont 3 millions ont un emploi. Le reste comprend les élèves et les étudiants, les enfants qui n'ont pas l'âge scolaire, les retraités ainsi que d'autres vieilles gens.

Depuis la fondation de la République populaire de Chine, Changhai a vite éliminé le chômage, lourde séquelle de l'ancienne société. Aujourd'hui le chômage n'est plus qu'un mauvais souvenir, au contraire, on encourage les ménagères à prendre des emplois autant qu'elles le peuvent et on procure aux aveugles et à d'autres invalides un travail qui leur convient.

L'augmentation de l'emploi est expliquée par l'essor vigoureux de l'économie socialiste. Depuis la libération, avec le développement croissant de son industrie, Changhai a vu tripler le nombre de ses ouvriers et employés.

Avant la Libération, l'économie nationale se détériorait sous l'exploitation de l'impérialisme, du féodalisme et du capitalisme bureaucratique. La dépression de l'industrie et du commerce nationaux (qui étaient relativement concentrés à Changhai) a provoqué la fermeture des usines et l'effondrement de l'économie rurale. Un grand nombre de paysans, privés de leur terre, ont envahi la ville, d'où le grave problème du chômage. D'après des statistiques établies en 1946, sur les 5 millions d'habitants de la ville, on comptait 800 000 chômeurs. Par les hivers rigoureux, on les voyait tomber dans les rues comme des mouches, morts de froid et de faim. Pendant l'hiver de 1948, deux « associations philanthropiques » de la ville ont évacué à elles seules plus de 1 700 cadavres.

Après la fondation de la Chine nouvelle, dans la ville, la transformation socialiste des entreprises de l'industrie et du commerce privés a transformé pour l'essentiel la propriété capitaliste en propriété socialiste. A la campagne, la réforme agraire et la collectivisation agricole socialiste étaient réalisées. L'établissement de nouveaux rapports socialistes de production a permis d'éliminer toute origine sociale du chômage.

L'emploi à Changhai est marqué par une participation nombreuse de femmes à l'édification socialiste. Depuis 1958, 280 000 ménagères changhaiennes ont rejoint des entreprises ou des services publics, gérés par l'Etat ou par des organisations de masse de rues et de ruelles. Celles-ci fabriquent des pièces détachées et des produits auxiliaires pour des usines d'appareils, de machines électriques et des usines de l'industrie légère comme le textile, usines gérées par l'Etat.

Ce responsable a déclaré encore : « Dans notre pays, la production socialiste étant planifiée, l'emploi doit l'être également. » Chaque année, l'Etat offre, selon un projet établi, des places répondant aux besoins de la Révolution et à la spécialité de chacun. La situation où avant la Libération, la fin des études signifiait le chômage pour les jeunes diplômés, est à jamais révolue. La Chine nouvelle applique le principe : « à travail égal, salaire égal », et sur le problème de l'emploi, les femmes ne souffrent d'aucune discrimination. Les ouvrières jouissent d'un congé de maternité payé de cinquante-six jours. Elles prennent leur retraite à l'âge de cinquante-cinq ans (cinq ans avant les hommes).

Une explication à courte vue

« La guerre du pétrole profite aux Américains », le « machiavélique Kissinger a réussi à sauver le dollar », « ce sont les Etats-Unis qui sortent grands gagnants... ils pourront valoriser leur pétrole coûteux... » Vraiment ? Tout est dit : Nixon et Kissinger ont manœuvré en coulisses la guerre d'octobre, celle du pétrole... c'est encore eux... Peut-être une telle explication convient-elle à ceux que les manœuvres des réactionnaires éblouissent et... rassurent, à ceux que la lutte des peuples effraie... C'est une explication à courte vue.

Le dollar s'est-il redressé ? Certes. Mais cela ne date pas d'octobre. La remontée du dollar, liée à la dévaluation de février 1973 s'est trouvée renforcée par le renchérissement du pétrole. Cela durera-t-il ? Rien n'est moins sûr ! Car la « bonne tenue » du dollar ne peut être garantie seulement par la cherté du pétrole dans le système impérialiste touché plus globalement par la crise. Par ailleurs — et certains veulent-ils le faire oublier ? — l'embargo a des effets réels, même limités dans l'immédiat — sur l'approvisionnement énergétique des Etats-Unis. Le déficit pétrolier a été estimé à 17,3 % pour le premier trimestre 1974 ; « c'est la plus grave pénurie d'énergie depuis la Seconde Guerre mondiale », s'est écrié Nixon à l'annonce des quelques mesures restrictives de consommation décidées (rationnement du fuel, fermeture des pompes pendant le week-end, etc.).

Que les monopoles U.S. essaient de

tirer parti de la crise ; qu'ils essaient d'accumuler des superprofits ; qu'ils investissent frénétiquement dans l'énergie nucléaire ! Il n'y a rien de surprenant à cela... Un pied dans la tombe, ils marchanderont, pilleront encore... Mais là n'est pas l'aspect principal de la situation.

La « guerre du pétrole » signifie que les peuples arabes, que des peuples du tiers monde refusent le pillage, qu'ils ont décidé de se rendre maîtres de leurs richesses nationales. C'est un processus fondamental et irréversible dont l'aboutissement signifie la fin de l'impérialisme. Certains s'interrogent : mais pourquoi les pays producteurs ne nationalisent-ils pas tout leur pétrole, comme l'Algérie, l'Irak, ou la Libye ? Et d'ajouter : « Les formes de participation — même majoritaires — au capital des grandes compagnies pétrolières — américaines ou autres —, que pratiquent les Etats du Golfe arabe, favorisent finalement les grandes compagnies... ; car ces pays n'ont aucun pouvoir sur la commercialisation et la distribution du pétrole. » Les actions menées par les pays producteurs sont plus ou moins radicales : hausse des prix pour tous, participation accrue au capital des compagnies pour les uns, nationalisations pour les autres... Mais ceux qui se réjouissent ou se plaignent de ces « lenteurs » et de ces « irrégularités », auraient-ils même imaginé que « l'Arabie saoudite, bastion U.S. par excellence », participerait elle aussi à la bataille du pétrole ?

Il faut voir les choses dans leur développement ; et bien mesurer la portée stratégique des luttes en cours. Car elles dépassent l'approvisionnement énergétique, et de loin ! Qui détient les matières premières usinées en Europe occidentale ou aux Etats-Unis, sinon les peuples du monde, spoliés, comme les peuples arabes par le colonialisme et le néocolonialisme, et qui lèvent aujourd'hui la tête ? Quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : les pays du tiers monde produisent :

- 40 % du fer ;
- 93 % des concentrés d'étain ;
- 64,5 % de la bauxite

du monde, alors qu'ils en transforment des quantités dérisoires. C'est plus encore, quant aux « métaux d'appoint » indispensables dans une « technologie de haut niveau » : manganèse (85 %), antimoine (92 %), chrome (95 %), cobalt (84 %)...

9/10^e de cette production est exportée et pour 75 % dans les pays impérialistes ! Que « l'arme de la bauxite », « l'arme de l'étain », « l'arme du manganèse »... s'ajoutent à « l'arme du pétrole »... et s'accéléreront les grands bouleversements des années 70 ! Tel est le fond de la question, mise à l'ordre du jour par « la guerre du pétrole »... et non les gesticulations, même habiles, même dangereuses et à coup sûr agressives d'un Kissinger... Et c'est seulement cette large perspective qui nous permet de saisir la portée des événements d'aujourd'hui.

L'EUROPE EN LUTTE

L'Europe occidentale, c'est la tentative d'unification des différents Etats monopolistes, tentative renforcée à Copenhague en novembre 1973 après la quatrième guerre du Moyen-Orient.

L'Europe occidentale, c'est également un lieu privilégié de la rivalité toujours plus forte des deux superpuissances U.S.A.-U.R.S.S. dans leur dispute pour l'hégémonie mondiale.

Mais c'est aussi, dans chaque Etat monopoliste d'Europe, le développement d'une crise inégalée du capitalisme. L'inflation, dans tous les pays, atteint des taux records et tous les « pronostics » sont permis pour la nouvelle année.

Par cette politique qui vise à faire payer les pots cassés aux larges masses travailleuses, le grand patronat ouest européen espère se sortir de son bourbier. Mais à l'agression systématique du grand capital ripostent immédiatement les travailleurs unis dans l'action, comme en Grande-Bretagne et en Belgique notamment.

En Grande-Bretagne, 270 000 mineurs stoppent 40 % de la production de charbon, au moment où le pétrole brut a plus que doublé son prix. Le gouvernement Heath répond par l'état d'urgence et la menace de nouvelles élections... En Belgique, les mineurs du Limbourg ont débuté une grève dès les premiers jours de janvier qui gagne pratiquement tous les puits aujourd'hui. Au nom de la « liberté du travail », le gouvernement belge envoie ses chiens de garde

envahir tout le Bassin... En Italie, tandis que la fin 73 a été marquée par la grève de 300 000 employés des assurances, à partir du 1^{er} janvier le coût de la vie pour les masses travailleuses a encore considérablement augmenté... En Allemagne fédérale également, les monopoles ouest-allemands font retomber les conséquences de la crise sur l'ensemble des travailleurs, en accélérant la hausse des prix...

En Irlande du Nord, la lutte des masses travailleuses, de tous les démocrates et progressistes, s'intensifie contre l'envahisseur colonialiste britannique. 1974 verra inéluctablement la lutte de libération nationale du peuple irlandais remporter de nouvelles victoires contre la terreur de type fasciste des occupants anglais.

L'année 1974 s'annonce sombre, ont claironné les organes de propagande officiels de tous les pays ouest-européens : « C'est tous ensemble, patrons monopolistes et ouvriers, qu'il faut lutter contre la maladie inflationniste ».

Mais les travailleurs, classe ouvrière en tête, savent bien faire la différence entre le verbiage démagogique et la réalité. Dès les premiers jours de janvier, ils n'ont pas hésité à mener de durs combats de classe contre les responsables capitalistes dont la crise bat son plein.

L'année s'annonce dure, nous ont dit les patrons européens... Gageons qu'elle sera très dure... pour la classe bourgeoise !

GRANDE-BRETAGNE :

Le chantage continue... les mineurs font face

Depuis le 12 novembre 1973, 270 000 mineurs refusent de faire des heures supplémentaires, sans parler des 290 000 cheminots qui, depuis le 12 décembre font la grève perlée.

Un des plus forts affrontements de classe depuis la fin de la dernière guerre mondiale.

Le gouvernement Heath au service des monopoles britanniques a décidé de faire la sourde oreille aux justes revendications des mineurs. Ils préfèrent dans cette période de crise énergétique, une réduction de 40 % de la production de charbon plutôt que de céder un pouce devant la volonté unie des « gueules noires ».

Le chantage est clair. Le gouvernement Heath veut à tout prix dramatiser le conflit en prenant un certain nombre de mesures impopulaires.

D'abord, l'électricité n'est distribuée aux usines que trois jours par semaine, touchant ainsi plus de 15 millions d'ouvriers en partie au chômage technique.

Ensuite, c'est l'état d'urgence, pro-

longé depuis le mois de novembre, ce qui n'était pas arrivé depuis 1926 pour une si longue période. Etat d'urgence, cela veut dire augmentation des impôts et réduction des jours de travail.

Le gouvernement britannique, en provoquant le mécontentement des masses populaires, espère, par un chantage odieux, faire céder les mineurs. Il n'en est rien.

Le 12 janvier, le gouvernement a accepté une augmentation de 13 % des rémunérations des mineurs, alors que la veille il prétendait encore qu'une augmentation supérieure à 7 % remettrait en cause la troisième phase du plan « Antihausse » mis en place il y a quelques mois.

Les mineurs ont refusé net, ils demandent trois livres par semaine et ne feront plus d'heures supplémentaires, ni ne travailleront le dimanche.

Le gouvernement brandit le spectre des élections anticipées. Voilà une tactique classique de la bourgeoisie. Rendre un conflit impopulaire,



Manifestation des femmes de mineurs en soutien à la lutte de leur mari lors d'une précédente grève.

créer une situation critique en espérant pousser l'électorat vers la droite.

Voilà bien une politique réactionnaire qui démontre sa propre faiblesse devant la détermination des ouvriers et mineurs à obtenir satisfaction pour leurs revendications.

A l'heure où nous mettons sous presse, la menace des élections anticipées se fait plus précise. Heath espère-t-il ainsi étouffer la voix de 300 000 travailleurs et de tous ceux qui les soutiennent ?

Nous en reparlerons bientôt.

BELGIQUE :

DANS LES CHARBONNAGES DU LIMBOURG, la grève s'étend

La Belgique comme tous les autres pays capitalistes d'Europe est gravement touchée par la crise. L'inflation bat son plein, et ce coût de la vie pour les masses travailleuses n'a cessé d'augmenter ces derniers mois. Dimanche dernier, après une nouvelle élévation des tarifs pétroliers, le gouvernement a interdit aux véhicules de circuler (mesure qui devrait être appliquée tous les quinze jours).

Autrement dit, par la baisse du pouvoir d'achat les patrons monopolistes belges et leur gouvernement veulent faire payer les frais de la crise mondiale du capitalisme, à tous les travailleurs, à tous les ouvriers.

Mais croire que cette atteinte aux acquis de la classe ouvrière belge peut se faire sans riposte, c'est lourdement se tromper. Au moment où les monopoles financiers réétudient les possibilités de redémarrer le secteur charbonnier, devenant « plus » rentable depuis les hausses du pétrole brut, les « gueules noires » du Limbourg ont déclenché une grève dure voici une dizaine de jours.



C'est sous la « protection » des policiers qu'une poignée de jaunes continue à travailler.

Démarrée dans la première semaine de janvier à Béringen, la grève s'étend maintenant à Waterchei, Zalder et Winterslag.

Les mineurs du Limbourg veulent avoir la pension accordée après vingt-cinq ans de fond, et non après vingt-sept ans comme c'est le cas actuellement.

Le patronat avec l'aide des syndicats jaunes, en particulier la Confédération des Syndicats chrétiens a menacé par le chantage à la fermeture des puits. Mais c'est de la pure fantaisie quand on sait que le grand patronat belge s'intéresse

de plus en plus sérieusement au redémarrage de nombreux puits abandonnés.

Les ouvriers mineurs tiennent bon, vigilants devant toutes les provocations policières et jaunes tendant à les diviser. L'arme réactionnaire du racisme brandi par le patronat est déjouée. La grève se durcit et s'étend à tous les puits du bassin et les mineurs, belges, italiens, yougoslaves, espagnols... tiennent bon.

La grève des mineurs du Limbourg, est le premier combat de classe de l'année. Il ne sera pas le dernier.

ALLEMAGNE :

La situation économique s'est encore aggravée dans les derniers mois de 1973. Les « pronostics » de la presse bourgeoise allemande ne sont pas optimistes pour 1974. Ils prévoient en effet de nouveaux records dans la hausse des prix des articles de consommation courante. Les prix des vêtements augmenteraient dans les 6 premiers mois de 7 %, les chaussures de 6,5 % et l'alimentation de 5 %, les articles ménagers de 10 %.

Là encore, la bourgeoisie monopoliste et ses gestionnaires, les « loyaux socialistes » avec Brandt à leurs têtes, font reposer les frais de la crise sur le dos des travailleurs.

ITALIE :

Là encore, ce sont les travailleurs qui supportent les conséquences de la grande crise du capitalisme mondial. A partir du 1^{er} janvier 1974, tous les articles de consommation courante ont augmenté. Elévation qui atteint entre 15 et 35 %.

DANEMARK :

Le Premier ministre, P. Hartling a demandé au Parlement de prendre les mesures nécessaires pour palier à la crise : la principale mesure prévue est le blocage des salaires ouvriers.



Un événement important pour la lutte antifasciste en Espagne

CONSTITUTION DU F.R.A.P.

(Textes de la Conférence Nationale de Constitution du F.R.A.P. tenue le 6 janvier 1974).

— A l'appel du Comité coordinateur pro-F.R.A.P., a été célébrée une conférence nationale à laquelle ont participé les représentants des organisations de masse, forces et personnalités antifascistes suivantes :

- Opposition syndicale ouvrière (O.S.O.);
- L'Union populaire des Femmes (U.P.M.);
- L'Union socialiste espagnole (USE)
- L'Union populaire des Paysans du Pays valencien (U.P.C.P.V.);
- La Fédération universitaire démocratique espagnole (F.U.D.E.);
- L'Union populaire des Artistes (U.P.A.);
- La Fédération espagnole de l'Enseignement secondaire (FEDEM);
- La Jeunesse communiste d'Espagne marxiste-léniniste (J.C.E. m.-l.);
- Le Parti communiste d'Espagne marxiste-léniniste (P.C.E. m.-l.);
- L'Agence de Presse Espagne populaire (A.P.E.P.);
- La fraction marxiste-léniniste du Mouvement communiste d'Espagne (M.C.E.);
- Nova Germania.

Ont participé aussi à cette assemblée des délégués des comités régionaux pro-F.R.A.P. de Castille, Aragon, du Pays valencien, de Catalogne, Euskadi, d'Andalousie, d'Italie, d'Allemagne et de France.

Sur la proposition du Comité coordinateur pro-FRAP a été élu président de la conférence Judío Alvarez del Vayo, ex-ministre des Relations extérieures de la République espagnole et

commissaire général de l'Armée républicaine pendant notre Guerre nationale révolutionnaire contre le fascisme, lequel prononça un vibrant discours d'ouverture.

Au cours de leurs émouvantes interventions, les représentants et délégués approuvèrent le rapport politique présenté par le représentant du Comité coordinateur ainsi que la résolution par laquelle a été proclamé le Front révolutionnaire antifasciste et patriote (F.R.A.P.), une Direction nationale et un Comité permanent étant constitués comme organes de direction.

La Conférence a ratifié les six points du programme qui ont donné naissance au Comité coordinateur pro-F.R.A.P. en janvier 1971.

La Conférence a adressé un appel unitaire à tous les antifascistes et patriotes, les pressant de se joindre au F.R.A.P. dans ses efforts pour coordonner et développer la lutte contre la dictature fasciste de Franco et contre la domination de l'impérialisme yankee, soit en s'intégrant au F.R.A.P., soit en collaborant avec lui pour certaines actions et avec des objectifs spécifiques communs.

Elle a aussi adressé un salut de combat et de solidarité à toutes les forces et mouvements antifascistes et anti-impérialistes du monde.

La Conférence a lancé aussi un appel à toutes les organisations frontistes et aux masses populaires des peuples d'Espagne pour qu'elles concentrent dans les moments actuels tous leurs efforts et leurs actions autour de trois questions fondamentales :

- La lutte contre la manœuvre



monarchique et contre la proclamation du pantin Juan Carlos comme futur roi d'Espagne et continuateur du franquisme sans Franco, en préparant la Grève générale révolutionnaire pour répondre à cette tentative.

- La lutte contre la brutale répres-

sion et contre la torture ainsi que la défense de tous les prisonniers et persécutés politiques sans distinction ni discrimination aucune.

- Et la lutte contre la cherté de la vie et pour les droits des masses laborieuses et populaires.

La Conférence nationale des comités pro-F.R.A.P. constitués dans les différentes régions et peuples d'Espagne et dans les pays de l'émigration ainsi que les représentants nationaux des partis et organisations révolutionnaires de masses qui ont adhéré jusqu'à maintenant au Comité coordinateur pro-FRAP :

A décidé que le moment est arrivé de proclamer la constitution du Front révolutionnaire antifasciste et patriote sur la base des 6 points qui ont été élaborés il y a trois ans par le Comité coordinateur pro-F.R.A.P., lesquels, pendant ce temps ont été approuvés unanimement par d'amples secteurs des masses révolutionnaires.

La Conférence nationale a approuvé à l'unanimité le rapport sur la situation présenté par le Comité coordinateur ainsi que les vibrantes interventions des différents délégués

et représentants et elle a enregistré le grand prestige et l'autorité que dans ce court laps de temps ont acquis les comités pro-F.R.A.P. dans notre pays tout entier par sa position décidée de lutte contre la dictature et contre la présence yankee sur notre sol et pour une république populaire et fédérative, face aux viles manœuvres de l'oligarchie fasciste qui essaie d'imposer par la force et la tromperie la monarchie bourbonienne qui permettrait de continuer le franquisme sans Franco.

En recueillant les désirs et les aspirations les plus profonds du peuple, la Conférence nationale déclare solennellement qu'en cette étape qui s'ouvre pour le peuple espagnol dans la lutte contre le fascisme et la domination yankee, le Front révolutionnaire antifasciste et patriote n'épargnera ni effort ni sacrifice pour unir et mobiliser dans la lutte sacrée pour la libération de tous les peuples d'Espagne du fascisme et de l'impérialisme yankee, tous ceux, qui d'une façon ou d'une autre désirent lutter pour cet objectif commun : le renversement de l'oligarchie fasciste, la reconquête de l'indépendance nationale et l'implantation d'une république populaire et fédérative.

Vive le Front révolutionnaire antifasciste et patriote !

Vive l'unité révolutionnaire du peuple espagnol !

SUNNINGDALE : LA LOI ANGLAISE POUR TOUTE L'IRLANDE

Récemment, la presse a fait grand bruit de la « Conférence de Sunningdale », qui, en regroupant des représentants unionistes-protestants, sociaux-démocrates catholiques du Nord, et les Premiers ministres anglais et irlandais, espérait trouver une solution satisfaisante au « problème de l'Ulster », satisfaisante pour les intérêts de l'impérialisme anglais, bien entendu !

Il n'y fut évidemment pas question de rendre les six comtés du Nord de l'île (arbitrairement séparés des 26 autres du Sud en 1921 par le colonialisme anglais) à leur légitime propriétaire : le peuple irlandais.

On ne parla pas non plus de rapatrier les milliers d'assassins en uniforme, de Sa Gracieuse Majesté, ni de libérer tous les prisonniers politiques (1 500) et d'amnistier les patriotes de l'I.R.A. qui défendent leur pays les armes à la main.

Non, il y fut décidé :

a) D'accepter l'actuel statut de l'Ulster (statut colonial) !

b) D'établir une coopération effective entre le Nord et le Sud... à savoir « des bases fermes pour une action concentrée contre les organisations terroristes ».

Voilà la fameuse solution de rechange de l'impérialisme britannique !

Des 42% d'Irlandais qui boycott-

tèrent le référendum du Nord en mars dernier, des centaines de prisonniers, des résistants de l'I.R.A., morts sous les balles ou torturés par les Anglais, des sacrifices et du courage de la population nationaliste en Ulster, il n'en fut pas question !

La collaboration des traîtres du gouvernement néo-colonial du Sud, mais surtout des sociaux-démocrates du Nord, à une telle conférence est d'autant plus honteuse qu'au même moment, plusieurs patriotes condamnés à vie au procès de Winchester, étaient torturés dans les prisons anglaises.

Ces prisonniers qui faisaient la grève de la faim pour obtenir le statut politique et leur transfert dans une prison d'Irlande du Nord, furent « nourris de force » par leurs gardiens.

Ce procédé atroce consiste à introduire un tuyau par la force dans l'œsophage du prisonnier, puis à pomper la nourriture dans leur estomac, ce qui non seulement asphyxie le « gréviste », mais risque de causer de graves lésions à ses poumons.

La « démocratie anglaise » ne renie pas la Gestapo !

D'un côté la détermination extraordinaire de patriotes irlandais jetés en prison pour la vie ; de l'autre la trahison ouverte d'une poignée de politiciards véreux autour d'une table de conférence.

Deux exemples, un choix : le peuple irlandais a déjà jugé le peuple, inflige chaque jour des coups plus durs aux agresseurs anglais, tandis que les gouvernants de l'« Etat libre » du Sud et les sociaux-démocrates du Nord sont à jamais frappés de l'étiquette « traîtres et collaborateurs ».

C'est ce que conclut « The Worker », journal du Parti communiste de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste) en affirmant dans son dernier numéro :

« ... Paix ou guerre ?

— La ligne de collaboration du S.D.L.P. et du gouvernement de Dublin est une ligne qui est en conflit ouvert avec les aspirations, les désirs et les besoins du peuple irlandais et particulièrement de la classe ouvrière irlandaise, profondément anti-impérialiste.

— Ils hâtent ainsi le jour où ils seront rejetés et balayés par le peuple. C'est un fait de la plus haute importance.

— La bourgeoisie peut arguer que Sunningdale apportera la paix en Irlande, le type de « paix » impérialiste dont elle a besoin.

— Nous répliquons au contraire qu'il faut rejeter pour toujours les illusions que le peuple irlandais peut avoir d'une telle paix. C'est seulement dans les flammes inextinguibles de la guerre populaire en Irlande que l'impérialisme anglais sera détruit. »

Les six points du Front révolutionnaire antifasciste et patriote

1. Renverser la dictature fasciste et chasser l'impérialisme yankee au moyen de la lutte révolutionnaire.
2. Etablissement d'une République populaire et fédérative garantissant les libertés démocratiques pour le peuple et les droits pour les minorités nationales.
3. Nationalisation des biens monopolistes et étrangers et confiscation des biens de l'oligarchie.
4. Profonde réforme agraire sur la base de la confiscation des grandes propriétés foncières.
5. Liquidation des restes du colonialisme espagnol.
6. Formation d'une armée au service du peuple.

Lutter jusqu'à son dernier souffle

Il est mort à soixante ans, brutalement, après une vie consacrée à la défense des intérêts de sa classe : le prolétariat. A vingt-cinq ans, René entre au Parti communiste français qui, à l'époque, combattait résolument la domination capitaliste ainsi que les lâches capitulations face au danger fasciste. En 1943, il est arrêté à Montreuil, avec d'autres camarades, par les chiens de la Milice — dont un des chefs : Touvier, a été gracié par Pompidou — et déporté en Allemagne où on le force à décharger des camions de munitions. De là, il s'évade avec 40 autres gars. Ils vont aller jusqu'à la frontière albanaise et devront rebrousse chemin. Il parvient à regagner la France et reprend contact avec le Parti.

En 1947, servant de garde du corps à Jacques Duclos, il est arrêté lors d'une manifestation interdite et reste 45 jours en prison. Lorsque nous avons discuté avec lui de cette période 1944-1947, il a reconnu qu'il avait été erroné de rendre les

armes. Sur son lieu de travail il manifeste une grande résolution, il participe à la dernière manifestation anti-impérialiste combattive organisée par le P.C.F. le 28 mai 1952 contre Ridgway-la-Peste, le bourreau du peuple coréen. Puis, au fil des années, son parti rend les enseignements révolutionnaires.

En 1968, il se joint au mouvement révolutionnaire des étudiants et participe notamment aux barricades. C'est alors qu'il quitte le vieux Parti, complètement gangréné par le révisionnisme moderne.

René était ouvrier maçon, mais une jambe malade l'oblige à quitter ce métier. Il travaillait à la plonge d'un restaurant universitaire depuis 8 ans. Jouissant de la confiance de ses camarades de travail il est régulièrement réélu délégué C.G.T. du personnel. En mai 1973, il est de ceux qui dirigent activement une grève, il prend alors contact avec des militants marxistes-léninistes. Depuis, il diffuse régulièrement « L'Humanité Rouge » à une dizaine de cama-

rades de travail. Il s'apprêtait à militer dans le cadre de l'avant-garde révolutionnaire prolétarienne de France lorsque, il y a 2 semaines, une congestion l'a brutalement frappé.

Usé à la tâche, comme on dit, ce camarade restera un exemple de dévouement, de loyauté à la cause révolutionnaire du prolétariat et du peuple. Malgré les conditions de travail très pénibles et la maladie qui le tenaillait, il ne ménageait pas ses forces.

Le président Mao a dit : « Tout homme doit mourir un jour, mais toutes les morts n'ont pas la même signification. Un écrivain de la Chine antique, Sema Tsien disait : « Certes les hommes sont mortels, mais certaines morts ont plus de poids que le mont Taichan, d'autres encore moins qu'une plume. »

Servir le peuple (sept. 1944). La mort du camarade René a plus de poids que le mont Taichan.

Camarade René, nous suivrons ton exemple.

A propos du Chili :

Camarades,

L'article paru dans le numéro 210 de « L'Humanité Rouge » sur l'attitude des trotskistes de « Rouge » vis-à-vis de la Chine à propos du Chili est bon et permet d'avoir des discussions fructueuses avec des éléments influencés par les trotskistes ou les révisionnistes. Mais il ne développe peut-être pas assez rigoureusement la question pour convaincre ces éléments.

Je voudrais vous faire part de mon expérience personnelle : j'ai fait lire cet article à un jeune travailleur influencé par les trotskistes de « Rouge » et j'ai ensuite essayé de démêler la question avec lui pour le convaincre, ce que j'ai réussi sur ce point par une analyse la plus rigoureuse possible.

Ce travailleur acceptait la thèse de Lénine comme quoi un pays socialiste doit avoir des relations diplomatiques avec des pays à régime différent, mais cette acceptation était formelle seulement. Il posait le problème du Chili de façon absolument subjective et disait que dans ce cas c'était impossible. De plus il ne voulait pas voir la différence entre parti et Etat, donc entre relations politiques et relations diplomatiques. J'ai donc essayé de lui montrer que sa position était idéaliste d'une part et d'autre part objectivement contre-révolutionnaire sous une apparence révolutionnariste (et en cela caractéristique du trotskisme).

Pour cela, nous sommes partis de la notion d'Etat : la formation économique antagonique au socialisme est le capitalisme, avec deux formes, l'impérialisme et le social-impérialisme. Pour les pays impérialistes (ou capitalistes) l'Etat ne présente qu'un seul aspect : la dictature bourgeoise, mais qui peut se présenter sous deux formes : la démocratie bourgeoise, dictature voilée du capital, ou la dictature ouverte, le fascisme avec des formes de transition, la dictature voilée contenant en germe plus ou moins développé la dictature ouverte.

Si l'on admet le point de vue subjectif de la rupture des relations diplomatiques avec le Chili, cela signifie rompre avec un pays parce qu'il s'agit d'un pays fasciste. Mais alors il faut rompre aussi avec l'Indonésie, la Grèce, l'Espagne... Admettons que cela se fasse, se pose alors le problème des Etats en transition avec des seuils à définir et enfin, à moins de vouloir tromper gravement les travailleurs du monde entier en distinguant totalement pays à formation étatique fasciste de pays impérialistes à Etat de dictature voilée, il faut aussi rompre avec ces Etats, donc avec tous les Etats capitalistes.

Ainsi le cercle est bouclé, et ce que demandent les trotskistes c'est que la République populaire de Chine fasse elle-même volontairement la politique que l'impérialisme U.S. a vainement tenté de lui imposer depuis 1949, c'est-à-dire l'isolement complet.

Or, ce camarade reconnaissait que l'entrée de la Chine à l'O.N.U. était une bonne chose, il a reconnu ainsi que cette thèse était gravement erronée et j'ai pu lui expliquer alors que les trotskistes de « Rouge » abusaient de ses sentiments fraternels vis-à-vis du peuple chilien et en profitaient pour le persuader de la justesse d'une thèse typiquement petite-bourgeoise et contre-révolutionnaire en le détournant du marxisme-léninisme et de la Chine populaire.

Il y aurait à opposer cette juste position à celle des révisionnistes soviétiques qui rompent avec la juste chilienne

mais s'acharnent à soutenir le régime pourri de Tchong Kachek à Formose et même ce débris obscurantiste de Dalai Lama.

Il y avait enfin à rappeler : — La position de la Chine qui n'entretient pas de relations diplomatiques avec quatre sortes de régimes :

- Les régimes colonialistes et racistes, en application stricte des décisions de l'O.N.U., alors que les impérialistes violent ces décisions (Afrique du Sud, Rhodésie) ;

- Les régimes impérialistes et colonialistes en guerre ouverte contre les peuples qu'ils oppriment (Portugal, Israël), eux aussi condamnés par l'O.N.U. ;

- Les régimes fantoches rejetés par les peuples en lutte (Cambodge...);

- Les régimes qui refusent au peuple chinois son unité et défendent la théorie absurde des deux Chines.

— Et, pour les trotskistes, la différence entre parti et Etat, car ils n'arrivent pas à la comprendre.

Je voulais vous faire part de ces éléments fondés sur la pratique de la discussion avec un travailleur influencé par les trotskistes. Peut être y aura-t-il matière à un article plus précis sur cette question d'autant plus importante que le Chili préoccupe beaucoup de travailleurs et que révisionnistes et trotskistes font tout pour empêcher les travailleurs d'y voir clair et d'en tirer profit pour leur propre compte.

Correspondant HR. Bordeaux.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

1 étudiant qui a découvert le marxisme-léninisme	5	CDHR H. Barbusse	40
CDHR Ouemal Stafa	39,50	1 étudiant	3
CDHR Gramsci	3	1 postier	3
Soutien, pour une année de luttes et de victoires	300	1 apprenti métreur	2
CDHR Staline C.	50	CDHR D. Gemnitz	22
Des camarades de l'est	70	CD Louise Michèle E	70
En supplément à réabonnement. DA.	20	Des camarades de l'ouest	405
En supplément à commande d'affiches	37,50	Des camarades de l'est	200
FDC	18,20	CD F. Marty S	8
Soutien à HR	61	1 sympathisant	20
Soutien permanent à HR	300	2 camarades M.-L.	20
Une future militante. Soutien à HR	10	SJP. Soutien HR	10
Pour que HR poursuive son juste combat pour le triomphe du marxisme-léninisme	10	CDHR Province	260
Pour l'édification de l'avant-garde. En timbres	30	1 ouvrier de l'imprimerie	10
Ami du marxisme-léninisme	8	CDHR H. Barbusse	40
1 M.-L. de la Côte d'Azur	20	CDHR Cdt Bourgat	70
Pour que vive et progresse l'HR	200	1 postier	3
Pour de plus grandes victoires de notre presse. DGS	60	CDHR G. Tautin	23
Soutien à HR. CDHR L. CDHR PVC	5	CDHR A. Marty	6
1 cheminot (décembre) (janvier)	400	CDHR Balagne	80
CDHR Bretagne	20	CDHR NVT	100
JPB. Soutien à HR	19,20	CDHR Dimitrov	100
Contre la fascisation	20	CDHR Stalingrad	15,80
Soutien	10	CDHR Daliddet	74
Pour la souscription permanente	50	CDHR G. Péri	3
Pourboire d'une fille de salle	40	CDHR E. Varlin	47
Soutien HR. A	100	Pour le renforcement de l'avant-garde, pour la victoire, le soutien financier est une arme indispensable	100
Lecteur HR	10	CD Bretagne V	100
CD Staline S	131	Total de la semaine	4 219,20
Haïte au racisme	10	Total général pour le règlement des dettes de HR	394 122,66
CD Province	22		
CD Province	22		
1 travailleur de Palaiseau	10		
Anonyme	50		
Anonyme	10		
CDHR F. Marty M	8		
1 sympathisant	20		
2 camarades M.-L.	20		
Soutien à HR. SA	50		
CDHR G. Péri	15		
CDHR Gorki M	4		

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

1 lecteur	1
Pour les câbles de Lyon. Sur un marché	66,80
Total	67,80

Soutien au Cambodge

Le vaillant peuple cambodgien vaincra tous ses ennemis 100

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

COMMANDEZ

LA RÉSISTANCE ARMÉE AU BRÉSIL

brochure éditée par le C.I.L.A.

(17, rue du Sentier 75002 Paris)

Prix : 3 F

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :

« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT TROIS MOIS POUR 20 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens « L'HR. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	20 F	35 F	50 F
Adresse	6 mois	48 F	80 F	100 F
	1 an	92 F	160 F	200 F
	Etranger :			
	3 mois	45 F	75 F	
	6 mois	85 F	140 F	
	1 an	170 F	280 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

en bref... en bref... en bref... en bref...

Une police impuissante ou bienveillante ?

A Oslo, les membres du commando sioniste qui ont assassiné Ahmed Bouchiki, de nationalité marocaine, ont tous été arrêtés. Trois des accusés ont déjà travaillé à l'ambassade d'Israël à Paris.

A Rome, quatorze agents israéliens viennent d'être impliqués dans l'assassinat de Wael Zwaiter, représentant de l'O.L.P. en Italie, par un juge d'instruction italien. Six des inculpés figurent parmi les accusés d'Oslo. Les polices italiennes et norvégiennes ont collaboré dans leurs enquêtes, convaincues qu'elles avaient affaire à un même commando, responsable de tous les attentats en Europe. Ainsi, ce même commando serait l'auteur de l'assassinat d'Abou Khair Bassam, à Chypre, en janvier 1973.

De même, il n'est pas impossible également que des membres de ce réseau soient impliqués dans l'assassinat de Mahmoud Hamchari, en décembre 1972. A ce sujet, le professeur Vincent Monteil, au cours d'une conférence de presse tenue le 9 janvier, a déclaré qu'un colonel israélien, sous la couverture d'un homme d'affaire français, dirige tous les commandos israéliens en Europe. « Nous ne pouvons encore nommer cet homme pour des raisons légales », a-t-il dit, « mais nous avons la preuve qu'il était présent à Paris les trois fois qu'étaient assassinés ici des dirigeants palestiniens, et il était aussi à Rome et à Nicosie lors des meurtres des délégués de l'O.L.P. dans ces endroits. J'ai demandé au juge Galmiche, chargé de l'instruction et à la police d'interpeller cet homme et de le questionner. Mais il n'y a eu aucune coopération de leur part. On nous a dit qu'il fallait une photo de lui ; mais nous avons appris depuis que sa photo était bien dans les archives de la D.S.T., puisqu'il a été diplomate israélien à Paris en 1965-1966. »

L'esprit sportif...

Selon une dépêche de l'A.F.P., « la fédération soviétique de football a décidé de se soumettre à la fédération internationale de football association (F.I.F.A.) lui enjoignant de payer une indemnité de 200 000 dollars (pas loin de 100 millions anciens) à la fédération chilienne pour les frais occasionnés par le refus de l'équipe soviétique de venir jouer à Santiago le 21 novembre dernier ». Cela se passe de commentaires. Mais signalons au passage la curieuse position de principe de l'Union soviétique qui fut obligée de rompre ses relations diplomatiques avec le Chili. L'U.R.S.S. n'a jamais refusé de rencontrer l'équipe de football du Chili (elle avait d'ailleurs joué le match aller à Moscou quelques jours après le putsch) sur un terrain neutre ou au Chili même, mais à la condition que ce soit ailleurs que sur les stades ayant servi de camps de concentration. Ce sont ces stades seuls qui génaient l'U.R.S.S. dans leur match avec le Chili. Les mêmes détenus l'auraient été dans une prison normale ou déportés

sur une île, les matches auraient eu lieu. Il est curieux de constater que les « principes » qui ont commandé la rupture des relations diplomatiques ne sont pas les mêmes que ceux qui imposaient les rencontres de football. Car le sport est un élément essentiel dans la politique révisionniste de « compétition pacifique » afin de montrer la supériorité du système « socialiste » en période de « détente ». Et cette nécessité des rencontres sportives passe par-dessus une rupture de relations diplomatiques. C'est pourquoi rien ne saurait déranger autant l'U.R.S.S. que de ne pas participer à la coupe du monde de football de cette année.

Lutte populaire en Inde

Pékin, 3 janvier 1974 (Hsinhua) — Selon des informations en provenance de New Delhi, la lutte des masses populaires, dans l'Etat indien de Maharashtra, contre la hausse des prix et la pénurie de céréales s'est transformée hier en grève générale à laquelle ont participé un million d'ouvriers, rien que dans la capitale, Bombay.

En outre, les conducteurs de taxis, d'autobus et de trains, ainsi que les dockers, ont refusé de travailler, paralysant ainsi les transports urbains de Bombay. Les magasins, les hôtels, les théâtres, les banques, les journaux, les écoles et les universités ont tous été fermés.

Quand le Premier ministre Indira Gandhi évoqua hier, dans un meeting à Nagpur, grande ville de l'Etat, les difficultés économiques indiennes et la pénurie de céréales et de pétrole, les masses s'écrièrent : « Des céréales, non des paroles », en lui lançant divers projectiles, tels des souliers. Elle fut forcée d'interrompre son discours après seulement 17 minutes, alors qu'il était prévu pour 70 minutes, et se retira sous la protection d'une forte escorte policière.

Les autorités indiennes ont envoyé la police réprimer les grévistes et les manifestants. Six personnes ont été tuées et trois autres gravement blessées à Wani. A Wardha, à l'ouest de Nagpur, la police a fait usage de gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants et a arrêté trente personnes. Dans d'autres points de l'Etat de Maharashtra, la police a aussi mal traité les manifestants, utilisant gaz lacrymogènes et matraques.

Pérou

Le gouvernement péruvien vient de promulguer un décret décidant l'expropriation de la puissante compagnie minière américaine, la « Cerro de Pasco Corporation ». Désormais, le cuivre péruvien sera exploité par une société péruvienne, nouvellement créée. En annonçant cette décision, le président Velasco a qualifié la C.P.C. de « symbole typique de la présence impérialiste au Pérou ». Le décret du gouvernement a été chaleureusement soutenu par les ouvriers, les paysans et les étudiants de Lima et d'autres villes et par les 15 000

mineurs de la C.P.C. qui ont organisé plusieurs manifestations.

La C.P.C. est la seconde grosse société américaine à être nationalisée par le gouvernement péruvien, après une société pétrolière. Cette mesure permettra au Pérou de contrôler environ 50 % de l'industrie minière et de contribuer à la défense de ses principales ressources minières.

Mauritanie

Coup dur pour l'impérialisme français. La société d'exploitation du fer mauritanien, la Mineifa, sera désormais obligée de réinvestir dans le pays même 80 % de ses énormes bénéfices.

Niger

Depuis quelques années, le Niger connaît une famine chronique. La sécheresse n'est pas la seule coupable de cet état de chose. La misère du peuple est l'aboutissement normal et inévitable de la domination impérialiste sur le Niger depuis 15 ans. Mais ces dernières années se caractérisent aussi par le développement impétueux des luttes populaires : nombreuses grèves ouvrières en 1971, 1972, 1973 ; mécontentement profond et de plus en plus officiel des masses paysannes ; mouvement de protestation contre la visite de Pompidou en 1972. Et, tout récemment, lutte des lycéens et des enseignants, auxquelles le gouvernement a répondu par une répression accrue : fermeture des internats, arrestations d'élèves et d'enseignants. Ces derniers poursuivent leur grève entamée le 22 octobre et exigent :

- La réouverture des internats, indispensables aux élèves des couches populaires ;
- La libération des emprisonnés (dont 37 enseignants) ;
- La levée de l'interdiction du syndicat lycéen, l'U.S.N. ;
- Le respect des libertés (information : F.E.A.N.F.)

Erythrée

La proclamation de l'état d'urgence dans notre pays confirme une chose : l'élan révolutionnaire de notre peuple commence à constituer un réel danger pour le régime féodal expansionniste éthiopien. Ce que nous voulons affirmer, et l'avenir le confirmera, c'est que l'Ethiopie, qu'elle décide d'imposer le couvre-feu le jour et la nuit, ne pourra jamais faire cesser notre combat libérateur. Aujourd'hui, nous sommes des milliers et notre guerre populaire atteint les villes. Les campagnes, dans leur presque totalité, sont libérées.

L'empereur Haïlé Selassié dont le peuple est en train de mourir de faim par suite des famines périodiques (100 000 ont déjà succombé et 5 000 000 sont en sursis), tente, en étendant ses frontières, de placer le peuple érythréen à l'intérieur d'un enclos pour affamés...

Que les usurpateurs éthiopiens et leur maître impérialiste sachent bien que le combat libérateur de notre peuple continuera jusqu'à ce que nous jetions le dernier soldat éthiopien hors de notre patrie.

L'Erythrée ne sera jamais un « refuge » des bases aéronavales américaines et israéliennes, comme elle l'est maintenant, ni une zone d'influence et d'agression pour les impérialistes de tous poils.

(Communiqué du Front de Libération de l'Erythrée.)

Melun : Révolte des détenus

Dans la nuit du 7 au 8 janvier, une nouvelle révolte a éclaté à la prison de Melun. Déjà, un tel mouvement avait eu lieu le 24 octobre, sauvagement réprimé par les gardes mobiles. La nuit du 7 au 8, les trois cents détenus de l'établissement refusèrent calmement de regagner leur cellule après le diner, protestant contre leurs conditions de détention. Immédiatement, plusieurs centaines de gardes mobiles se rendaient sur les lieux. Une partie d'entre eux pénétraient dans la prison. Peu après 3 heures, les détenus regagnaient leurs cellules. Dans une lettre rédigée la nuit de Noël et adressée au garde des sceaux, les détenus exposaient leurs revendications : la question des salaires, du parler et des soins. En ce qui concerne les salaires, « à l'imprimerie-brochure, un apprenti gagne 0,25 F de l'heure, et un ouvrier qualifié 0,75 F. Cette maison d'arrêt est soi-disant une maison pilote. Depuis deux mois, les ateliers de la régie industrielle sont pratiquement arrêtés. L'administration pénitentiaire encaisse, bon an mal an,

150 millions d'anciens francs de bénéfice net. » Et ce bénéfice, acquis par l'exploitation la meilleure marché de France, les détenus n'en voient nul réinvestissement pour l'amélioration de leurs conditions de détention : c'est pourquoi ils demandent « des soins médicaux sérieux, l'installation d'une salle d'attente chauffée, parler décemment deux fois par mois, suppression des mesquineries et brimades quotidiennes, étude sérieuse des dossiers de mise en libération conditionnelle, éducateurs en nombre suffisant, permissions de sorties accordées sans discrimination aux détenus remplissant les conditions requises par la loi, ce qui apporterait la preuve de la volonté d'aider les prisonniers à se réadapter et à se reclasser ». Les détenus savent maintenant quelles réponses reçoit leur cahier de revendications : des bataillons de gardes mobiles.

Prisons : 39 suicides en 1973

L'année 1973 aura établi un triste record : celui des suicides dans les prisons, de 37 en 1972, il y en a 39 cette année, alors qu'il y en avait eu seulement 17 en 1971. Et ne sont pas comptabilisées dans ces nombres toutes les tentatives de suicides. Ces suicides sont souvent le fait de jeunes gens et de délinquants primaires qui ne peuvent supporter les conditions de détentions pénibles, les brimades et l'atmosphère de mépris dans laquelle ils sont soudainement plongés.

E-100

B.P. 120
75962 Paris Cédex 20

Albanie Nouvelle
Les 5 numéros de 1973 10 F

Découvertes archéologiques en Chine nouvelle
Album de 200 photos 30 F
(au lieu de 50 F)

NOUVEAUTES

- Lénine sur la guerre et la paix**
Recueil de 3 textes :
- Le socialisme et la guerre ;
 - Le programme militaire de la révolution prolétarienne ;
 - Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste.

1,10 F
(Port en sus : 1,25 F)

LIP : Non, ce n'est pas fini !

Une obsession hante la bourgeoisie : Lip. Le combat des Lip lui fait peur. Elle avait cru les mettre à genoux en lâchant ses C.R.S. Peine perdue ! Les Lip ont tenu. Elle a déchainé sa presse, sa machine à fabriquer les mensonges, pour discréditer les Lip. Ils ont tenu ! Malgré les calomnies, les tentatives de division provoquées par les dirigeants de la C.G.T.

Messmer avait cru pouvoir chanter victoire en proclamant : « Lip, c'est fini ! »

Mais Lip a continué.

Voilà pourquoi maintenant, lorsqu'il parle de Lip, Messmer écume de rage : « Lip c'est fini ; je répète, Lip c'est fini ! »

Si le pouvoir fait preuve de tant d'acharnement, c'est parce qu'il sait que Lip est un exemple dangereux.

Alors que le chômage va se développer, le pouvoir craint que les travailleurs combattent les licenciements. En cherchant à faire plier les Lip, il veut démoraliser la classe ouvrière tout entière, faire croire qu'on ne peut rien contre les licenciements. Il veut faire un exemple. Ainsi s'explique le fait qu'il ait refusé toutes les possibilités de solution, qu'il ait rejeté le plan de remise en marche proposé par un groupe de capitalistes (Riboud, de B.S.N., Gillet, de Rhône-Poulenc, Bidegain). Si ceux-ci ont voulu remettre Lip en marche, ce n'est certes pas par « grandeur d'âme », mais tout simplement parce que Lip est rentable et aurait pu être une source de profits pour eux.

Si les Lip étaient victorieux, ce serait un formidable encouragement pour la classe ouvrière. Les Lip sont



déjà dangereux par l'exemple qu'ils ont donné, il ne faut surtout pas qu'en plus cet exemple soit victorieux. Le pouvoir a démontré qu'il fera tout pour éviter cela. Mais il devra compter avec l'extraordinaire détermination des Lip. Après des mois de lutte ne viennent-ils pas encore de démontrer leur volonté de s'opposer au démantèlement ? Le 8 janvier, ce sont eux qui ont démantelé les locaux où le pouvoir voulait faire transporter les machines. Ils ont enlevé les portes, les fenêtres, les tuiles. Une fois encore ils n'ont pas craint d'outrepasser la légalité bourgeoise. Comme ils le disent eux-mêmes : « Si quelques dégradations ont été faites autour de la manifestation à la rue Violet, il n'y avait aucune mesure avec ce qu'ont subi pendant neuf mois les travailleurs de Lip et leurs familles. »

Cette initiative est la preuve que Lip ce n'est pas fini du tout, quoi qu'en dise Messmer.

Face à la réaction qui se déchaîne contre eux, les Lip ont besoin de la solidarité active de tous. Que partout, et avant tout dans les entreprises, des initiatives multiples soient prises pour soutenir les Lip ! Il faut que leur combat soit popularisé, que leur exemple soit répandu ! Le combat des Lip c'est l'affaire de la classe ouvrière tout entière. La haine d'un Messmer envers les Lip s'adresse à tous les travailleurs. Les Lip combattent pour la classe ouvrière. Toute menace qui leur est faite, tout coup qui leur est porté sont autant de menaces et de coups portés à tous les travailleurs. A travers la lutte des Lip, c'est un peu l'avenir qui se joue.



LES RÉVISIONNISTES DU CHILI PERSÉVÈRENT

L'Humanité du 8 janvier publie, sur toute une page, une « importante déclaration » du Parti communiste (révisionniste) du Chili. Ainsi ce parti responsable au premier chef de la « voie du passage pacifique », sort d'une longue période de silence. Pour tenter d'expliquer, croyez-vous, comment une expérience qui prouvait, selon ce même parti, qu'on pouvait réaliser sans guerre civile des transformations démocratiques et socialistes a tragiquement échoué pour finir avec les massacres qu'on sait ? Non, absolument pas. Le Parti révisionniste chilien tire délibérément un trait sur son propre passé. Chez un parti politique qui prétend représenter l'avant-garde, c'est faire preuve d'une complète et grave irresponsabilité.

Après le putsch fasciste, comment peut-on encore encenser les forces armées et préconiser la voie pacifique ? C'est à ce tour de force que se livrent les révisionnistes chiliens. Au moins Marchais, pour expliquer qu'il ne changeait pas de stratégie, avait pris la précaution de dire : « Le Chili n'est pas la France, l'armée chilienne n'est pas l'armée française », précaution peu efficace, il est vrai, si l'on en juge aux multiples questions que continuent à poser les militants du P.C.F. Eh bien, le Chili est le Chili, et pourtant, les dirigeants révisionnistes de ce pays disent à peu près la même chose que leurs homologues français...

Pour éviter de poser le problème central — celui de l'armée du peuple — les révisionnistes chiliens laissent de côté l'armée en tant qu'instrument et pilier du pouvoir réactionnaire pour ne considérer que les soldats qui la composent.

Et ces soldats, voyez-vous, sont « trompés », ils se sont laissés entraîner :

« Ils prennent l'uniforme au nom de leurs devoirs envers la patrie, et ils ont été conduits à participer à la terreur déchainée contre le peuple malgré leurs sentiments démocratiques. »

Les sentiments plus ou moins démocratiques des soldats de l'armée bourgeoise ne peuvent qu'aider à résoudre un problème : comment faire passer un certain nombre de ces soldats (avec leurs armes) dans les rangs des bataillons du prolétariat et du peuple — ils ne peuvent à eux seuls résoudre le problème de la formation de l'armée du peuple. Ce n'est pas par « trahison » de certains généraux et officiers, comme veut le faire croire le Parti chilien, mais du fait de sa nature même que l'armée chilienne — cette armée bourgeoise, aux traditions antipopulaires, encadrée et formée par les impérialistes U.S. — a installé le fascisme.

Donc pour les révisionnistes chiliens, pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne faut toucher aux forces armées réactionnaires : elles doivent, simplement, reconquérir leurs « traditions démocratiques » perdues !

Une telle attitude à l'égard des forces armées ne peut que conduire à préconiser la voie pacifique. On comprend maintenant que les révisionnistes chiliens aient attendu quatre mois après le putsch pour déverser à nouveau leurs salades.

Dans leur déclaration, les dirigeants du P.C. chilien se livrent au subterfuge préféré des révisionnistes : opposer d'un côté la « voie démocratique », nécessairement « de masse » et « pacifique », et de l'autre la voie « de l'aven-



Voilà où « la voie du passage pacifique » a conduit le peuple chilien.

ture », nécessairement « minoritaire » et « terroriste ». On laisse ainsi de côté la seule vraie question : « Comment le mouvement populaire de masse, si large soit-il, pourra-t-il se protéger et protéger ses conquêtes face aux forces armées bourgeoises ? »

Les révisionnistes ne peuvent pas encore reprendre l'idée qu'une majorité électorale suffit à lier les mains de la réaction, ils ressortent, pour justifier leur opposition à la révolution violente, la vieille idée anarchiste en fin de compte dans les conditions du Chili :

« Il y a des camarades, dans la gauche, qui déjà affirment l'inévitabilité de la guerre civile pour arriver à la restauration démocratique et révolutionnaire. Il peut effectivement arriver que les fascistes essaient d'enchaîner à ce prix le peu-

ple du Chili (sic !). Mais nous n'en sommes pas aujourd'hui à une telle discussion (re-sic !).

« Les voies démocratiques bouchées, la guerre civile n'est pas en tout cas le seul chemin qui s'offre au peuple. Une grève générale politique soutenue par l'immense majorité du pays, peut garrotter les mains de ceux qui voudraient déchaîner la violence réactionnaire. »

Une fois de plus, les travailleurs de notre pays jugeront sur pièce du bien-fondé de l'argument révisionniste selon lequel la « voie pacifique » se justifie dans les conditions concrètes de tel ou tel pays. Quels que soient les pays (France, Brésil, Chili...), et quel que soit l'évolution de la situation dans chacun d'eux (avant ou après un putsch fasciste), la ligne révisionniste ne change pas d'un iota.